

éduquer

tribune laïque n° 126 décembre 2016

la *ligue*



dossier
Éduquer aux médias

actualité
Réforme des titres et fonctions

éducation
Les concerts scolaires des Jeunesses Musicales

bonnes pratiques
«Girls day, Boys day»

histoire
Une brève histoire tumultueuse de l'enseignement en Belgique (3/3)

sciences
Jogging ou racines carrées?

Sommaire



| | |
|--|------|
| Éditorial | |
| L'Europe plus que jamais Roland Perceval | p 3 |
| Focus | |
| Focus Marie Versele | p 4 |
| Actualités | |
| Réforme des titres et fonctions Juliette Bossé | p 6 |
| État de la pauvreté chez les étudiants du supérieur Maud Baccichet | p 8 |
| Coup de crayon sur l'actu | |
| Dessin de Marion Sellenet | p 10 |
| Éducation | |
| Les concerts scolaires des Jeunesses Musicales Sophie Mulkers | p 11 |
| Bonnes pratiques | |
| «Girls day, Boys day» Direction de l'Égalité des Chances de la Fédération Wallonie-Bruxelles | p 14 |
| Dossier: ÉDUQUER AUX MÉDIAS Dossier coordonné par Juliette Bossé | |
| Intro | p 16 |
| Pour une intégration systémique de l'éducation aux médias Patrick Verniers | p 18 |
| Quand le quatrième pouvoir vacille Martine Vandemeulebroucke | p 20 |
| Infos ou intox? Les médias et le mensonge... Marie Versele | p 23 |
| Les relations sur le web louri Godiscal | p 26 |
| Ces journalistes américains qui n'ont rien vu venir Martine Vandemeulebroucke | p 28 |
| Quelques outils/modules pédagogiques pour aborder l'éducation aux médias Marie Versele | p 30 |
| Histoire | |
| Une brève histoire tumultueuse de l'enseignement en Belgique (3/3) Roland Perceval | p 33 |
| Sciences | |
| Jogging ou racines carrées? François Chamaraux | p 36 |

éduquer

est édité par



de l'Enseignement et de l'Éducation permanente asbl

Rue de la Fontaine, 2
1000 Bruxelles

Éditeur responsable
Roland Perceval

Direction
Patrick Hullebroeck

Animatrice de la revue Éduquer
Juliette Bossé

Mise en page
Eric Vandenneede
assisté par Marie Versele

Réalisation
mmteam sprl

Ont également collaboré
à ce numéro:

Roland Perceval
Marie Versele
Juliette Bossé
Maud Baccichet
Sophie Mulkers
Direction de l'Égalité des Chances de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Martine Vandemeulebroucke
louri Godiscal
François Chamaraux

Roland Perceval, président de la Ligue

L'Europe plus que jamais

La montée des extrêmes et des peurs, le repliement nationaliste ne sont jamais bons. Les drames affreux qui ont endeuillé l'humanité pendant le XX^e siècle sont là pour le prouver. Les hommes n'apprendront-ils jamais rien? Et pourtant, que de fois n'avons nous entendu le «*Plus jamais cela!*». Rien n'y fait.

A l'heure où l'Europe devrait revenir aux valeurs qui l'ont fondée, on assiste au contraire à l'émergence de mouvements nauséabonds en opposition totale avec l'humanisme des fondateurs.

De plus, l'Europe en tant que telle, est une grande puissance si elle le veut. Elle pourrait faire rayonner ses valeurs en mettant de l'ordre en son sein, plutôt que d'assister passivement à la dégradation de son idée si généreuse.

Que pouvons-nous faire en tant qu'enseignant? J'ai la conviction chevillée au corps que nous pouvons tout. La jeunesse n'est pas qu'une pâte que l'on peut modeler dans le moule du radicalisme. Mais pour cela, il faut lui permettre de RÊVER. Et qui donc peut mieux le faire que ceux qui sont, la plus grande partie de la journée, avec leurs élèves?

La Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente participe de manière de plus en plus vigoureuse à des projets européens pour faire que ceux-ci permettent à nos jeunes de rêver. Rêver à un avenir qu'ils doivent construire, une construction dont ils doivent être les acteurs principaux.

Cela peut paraître un peu «ringard», mais ne fonctionnons-nous pas par rapport à des modèles humains qui nous émeuvent, qui soulèvent notre enthousiasme? Qui dira le contraire? Le tout est que ces modèles soient irréprochables moralement, porteurs d'avenir, et non pleins d'horreur et de populisme de bas étage.

Là, nous avons une responsabilité écrasante et tous les enseignants devraient en être conscients.

Cette grande idée de l'Europe est une nécessité absolue et il faut qu'elle soit développée et entretenue dans nos écoles, dans notre enseignement. L'Europe, c'est la rencontre, le partage avec les autres venant de cultures et d'horizons différents.

Comment se fait-il que les Journées mondiales de la Jeunesse rassemblant la jeunesse catholique aient tant de succès? Pourquoi ne serait-il pas possible de faire de même, sans une idéologie lissante unique, mais avec les idéaux européens, partagés par tous les jeunes des pays de l'Union, sans récupération, et avec ce but commun: être européens et solidaires, être des citoyens responsables et ouverts, qui ne soient pas repliés sur leur bout de terrain et embrigadés par des idéologies, qui risquent de n'être qu'une partie émergente d'un iceberg qui, sans jeu de mot, donne froid dans le dos.

Il y a là sérieusement matière à réflexion...

Cotisation et don 2016

Si vous n'avez pas encore payé votre cotisation **2016**, merci de le faire dans les meilleurs délais. La cotisation **2016** est de **25€** minimum.

À verser sur le compte: BE19 0000 1276 64 12 - BIC: BPOTBEB1
de la Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente, asbl
rue de la Fontaine, 2 - 1000 Bruxelles
Communication: cotisation ou don 2016

Pour toute information concernant le suivi de votre affiliation, veuillez nous contacter au 02/512.97.81 ou admin@ligue-enseignement.be

La course après le temps

Et voici que le vote des Américains a fait de l'imposteur, un président bien réel, et de ses discours, tenus jusque-là pour une imposture, un catalogue de mesures politiques, qui, une fois décidées, auront des effets également réels.

Le passage des discours de campagne à la réalité qui résulte de la votation, provoque, dans la foulée, une réappréciation de la vérité et de la fausseté.

Alors que ceux qui, hier encore, reprochaient à Donald Trump, ses mensonges, se prêtent à espérer qu'il ait vraiment menti et qu'il ne traduira pas dans la réalité ses propos de campagne, ceux qui plaçaient leurs espoirs dans la véracité de ses dires, se prennent à craindre d'avoir été trompés et de ne tirer aucun bénéfice de cette élection contestée.

Dans cette affaire, la lutte d'influence que se livrent «réseaux sociaux» et médias traditionnels est un combat dont les armes sont inégales. Tandis que les premiers se nourrissent d'émotions et du sentiment fallacieux d'être interconnectés et en prise directe avec «ce qui se passe», les médias construisent un récit ou une analyse, qui donne une image plus ou moins fidèle de «ce qui s'est passé».

À ce jeu, la crédibilité des réseaux sociaux l'emporte toujours sur celle des journaux d'actualité, car ils offrent à leurs usagers, le sentiment de vivre l'histoire en direct et d'y participer. Les messages qu'ils diffusent ne sont pas faits pour durer et, comme le flux des vécus, ils s'évanouissent avec l'écoulement du temps. Les journaux, de leur côté, même quand ils sont quotidiens, ne restituent qu'une histoire déjà faite, déjà dépassée, et donc moins immédiatement crédible. L'information qu'ils distribuent est déjà datée et juste bonne à jeter.

L'éducation a depuis longtemps renoncé à courir après le temps. Elle cherche plutôt à relier les apprenant(e)s, tels qu'ils et elles sont présentement, à la longue durée de l'histoire humaine passée et au champ du possible que délivre l'apprentissage. Loin de chercher à faire l'opinion, elle s'occupe de pousser chacun(e) à se faire son opinion. Elle mène en cela un combat utile qu'aucun lendemain jamais ne pourra démentir.

Patrick Hullebroeck, directeur

Un jour... en 1926

L'histoire du Mexique est fortement liée à la religion catholique. La guerre des Cristeros (ou Cristiada) s'est déroulée de 1926 à 1929 et désigne le soulèvement de paysans mexicains catholiques contre le gouvernement anticlérical de l'époque. La rébellion paysanne, en 1926, se fit d'abord discrète et locale pour ensuite éclater en soulèvement populaire massif le 1^{er} janvier 1927, lorsque les rebelles prirent le nom de Cristeros - «partisans du Christ». À son apogée, en 1929, le mouvement comptait 50 000 militants, dont la moitié répondait au commandement du général Gorostieta, quand l'autre moitié s'était constituée en bandes éparées. Pour différentes raisons, militaires, politiques et économiques, les dirigeants de l'État mexicain décidèrent de mettre fin au conflit via un accord diplomatique avec l'Église. Les partisans cristeros déposeront les armes mais, malgré la fin du conflit en 1929, des tensions persistèrent entre les défenseurs du clergé et l'État jusqu'au début des années 40.



Jeunesse

Il y a un cauchemar dans mon placard

de Mercer Mayer

Tous les soirs, un horrible cauchemar empêche un petit garçon de dormir. Avant de se coucher, l'enfant veille à l'éloigner de sa chambre et vérifie méticuleusement qu'il ne se cache pas derrière la porte, sous son lit, dans le placard. Un jour, il décide de s'en débarrasser une bonne fois pour toutes! Une fois le monstre arrivé, le petit garçon allume la lumière... Surprise! Le monstre se met à avoir peur du petit garçon qui doit le gronder car il risque de réveiller ses parents! Ce roman, rempli de tendresse, explore les plus grandes peurs des enfants: la nuit, le noir, l'isolement, le silence, la mort, et permet d'aborder sereinement la mise au lit avec les plus petits. Une fiche pédagogique sur «la peur» accompagne le livre et est téléchargeable gratuitement sur le site www.cercle-enseignement.com.



BD

Les Cahiers d'Esther

de Riad Sattouf

Les Cahiers d'Esther est le dernier album du célèbre auteur de BD Riad Sattouf. Sous la forme d'un journal intime, cet album regroupe des scènes de la vie quotidienne d'une petite fille de 10 ans (école, famille, amis, idoles...) et capte son regard sur la vie, le monde contemporain et ses tourments. Chronique de notre époque, miroir de nos désirs, angoisses et combats, Les Cahiers d'Esther est un album rempli de tendresse, d'émotions et de vérités.



Idée fausse

Les produits laitiers sont bons pour la santé!

Faux! On nous a tous baignés avec le slogan «3 produits laitiers par jour...», pourtant, on sait aujourd'hui que les trois quarts de l'humanité ne possèdent pas l'enzyme permettant de digérer le lactose... Pire, de nombreuses études indiquent que ce soi-disant ami du calcium, serait à l'origine de nombreux problèmes d'ostéoporose!

Site Internet

Wikifab

Wikifab est une nouvelle plateforme de partage de tutoriels gratuits. L'idée de base de ce projet web est de donner la possibilité d'apprendre à fabriquer soi-même des objets du quotidien ou plus technologiques. Wikifab héberge des tutoriels libres, réalisables par tous que chacun peut modifier et améliorer. Le site insiste également sur les bénéfices écologiques, économiques et sociaux qui découlent de ces démarches créatives qui peuvent participer à la résolution d'une partie des défis de notre époque.

<http://wikifab.org>

Notre mission est d'apprendre au monde à tout fabriquer soi-même et nous avons besoin de votre aide !

Campagne

Inclusion scolaire - enseignants, on vous soutient!

L'asbl Inclusion est un mouvement qui rassemble des personnes porteuses d'une déficience intellectuelle, leurs proches, les professionnels qui les entourent et, de manière plus générale, des personnes soucieuses du bien-être de la personne en situation de handicap mental. L'ambition de la campagne est de sensibiliser et de faire évoluer les mentalités sur les enjeux de l'inclusion scolaire. Pour permettre un enseignement inclusif, il est nécessaire de sensibiliser le monde éducatif (enseignants, futurs enseignants, directeurs d'écoles...) à la question. C'est pour cette raison que l'association a conçu une valise pédagogique regorgeant de ressources et d'outils qui permettront d'accompagner les enseignants et directeurs d'écoles souhaitant accueillir des enfants en situation de handicap mental.

Plus d'infos: www.inclusion-asbl.be/



Ressource

Le papier a-t-il encore un avenir?

GoodPlanet et Paper Chain Forum s'associent pour proposer un dossier pédagogique adressé aux deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire. Au centre de ce «pack éducatif» à télécharger gratuitement: le papier, son évolution, sa production, ses concurrents, ses défis. Autant de thèmes pour susciter le débat autour de l'avenir du papier face à l'avènement du digital, mais aussi de son impact sur l'environnement.

Texte: papierinfo.be - Plus d'info: www.papierinfo.be



Musique

SUUNS - Hold/Still

Originaires de Montréal, les 4 membres de Suuns (qui signifie zéros en thaï) composent une musique électro rock à la fois novatrice et dans l'air du temps! Après deux premiers albums prometteurs, le quatuor monte d'un cran avec leur dernier opus Hold/Still. À la fois entêtantes, étonnantes et imprévisibles, les compositions de Suuns sont de vraies claques musicales! Suuns est un groupe audacieux osant des explorations soniques, avec grains de voix improbables et enchaînements déroutants. Il est impossible de rester insensible à leurs titres. C'est l'un des groupes les plus passionnants du moment... À ne pas rater!

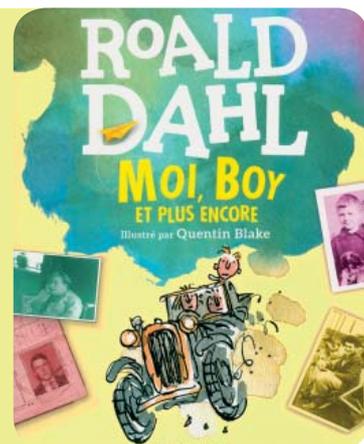


Jeunesse

Moi, Boy et plus encore

de Roald Dahl

Il y a 100 ans, naissait Roald Dahl, l'immense écrivain anglais qui célébra tant l'univers enfantin que le monde des adultes... A l'occasion de cet anniversaire, Gallimard Jeunesse réédite une nouvelle version de son célèbre roman autobiographique, «Moi, Boy». Outre l'histoire inoubliable, retraçant l'enfance rocambolesque de Roald Dahl, cette réédition est enrichie de lettres, de photographies, d'anecdotes et de textes inédits qui raviront tant les enfants que les adultes!

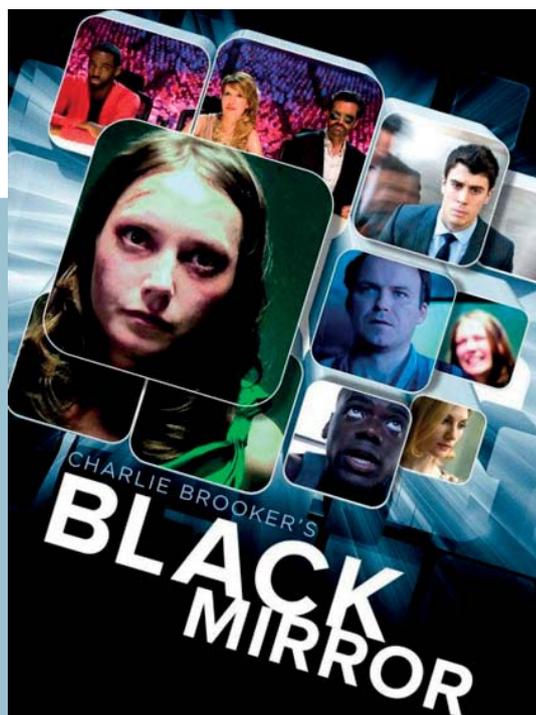


Série

Black Mirror

Série d'anticipation, Black Mirror nous plonge dans un futur plus ou moins proche où les nouvelles technologies et les médias jouent un rôle central dans la vie des hommes. Le rapport aux technologies, quoique intrigant, reste dévastateur. Que faire lorsque les médias nous guident intimement, induisent des comportements risibles, nous poussent dans nos retranchements?

Tel un «miroir noir» de notre réalité, Black Mirror ne cesse de nous malmener, nous faisant entrevoir la manière dont la technologie peut nous mener à la perte, à la mort, à la folie... La force de Black Mirror, c'est de nous interroger sur notre rapport et nos dépendances aux nouvelles technologies.



Réforme des titres et fonctions

Une mise en place difficile!

Attendue depuis 40 ans et adoptée, il y a deux ans, par l'ex-ministre de l'enseignement obligatoire, Joëlle Milquet, la réforme est entrée en application ce 1^{er} septembre. Si l'objectif est louable, son application nécessite des réajustements.

«Rentrée ratée», c'est comme cela qu'a désigné un média bien connu¹, les conséquences générées par la mise en place de la réforme en ce début d'année. Mais pourquoi une telle réforme? Tout d'abord, rappeler que celle-ci concerne tous les enseignants, du fondamental et du secondaire, tous réseaux confondus en Fédération Wallonie-Bruxelles. Elle est le fruit du travail du Comité d'accompagnement, composé de représentants des réseaux, des organisations syndicales et de l'Administration générale de l'Enseignement (AGE), qui pendant un an et demi, a planché sur le texte. Dans l'enseignement, les «titres» désignent les diplômes requis pour dispenser les cours, et les «fonctions» caractérisent les emplois.

Les objectifs

La réforme doit pallier différents problèmes. Premièrement, elle doit garantir le fait que les enseignants ont le diplôme adéquat pour enseigner leur matière. La réforme vise donc une professionnalisation renforcée des métiers. Cela doit s'accompagner d'une amélioration de la paie des enseignants puisque chaque titre correspond à un barème (salaire) précis. On sort alors de toute interprétation ou

flou juridique, sans compter que les intitulés des diplômes ont eux-mêmes souvent changé dans le temps, rendant difficile pour les directions l'évaluation des compétences.

Deuxièmement, elle doit assurer une plus grande équité entre les enseignants, en harmonisant la réglementation d'un réseau à l'autre, mais aussi entre les filières. Il y avait, en effet, avant la réforme, certaines situations que l'on pourrait qualifier de choquantes: par exemple, les titres pour enseigner dans l'enseignement général ou en technique/professionnel n'étaient pas identiques, comme si pour ces deux dernières formes d'enseignement, des titres moins élevés ou approximatifs pouvaient suffire². Par ailleurs, on qualifiait certains diplômes de «titres suffisants» pour enseigner dans un certain réseau, ce qui n'était pas le cas dans un autre.

Enfin, la réforme vise une meilleure adéquation entre les demandes d'emploi et les offres disponibles dans les écoles. Une «Chambre de la Pénurie» est prévue par la réforme, «c'est elle qui sera chargée d'analyser les données recueillies et de trouver les raisons des pénuries, et cela, non pas toutes les X années, mais de manière continue»³.

Le fonctionnement

La réforme définit donc quels diplômes sont nécessaires pour dispenser telle ou telle matière, pour tel ou tel niveau. Dès 1973, la révision du Pacte scolaire prévoyait la création d'un régime de titres communs. Les diplômes sont donc classés en 3 types, du plus approprié à celui qui l'est le moins: les titres requis (TR), les titres suffisants (TS) et les titres de pénurie (TP). Avec la réforme, les titres sont listés de manière exhaustive pour chaque fonction. Le site internet Primoweb, «pierre angulaire» de la réforme, informe les Pouvoirs organisateurs et enseignants et fournit des services, comme manifester sa disponibilité ou connaître les fonctions liées à un titre. Le système mis en place par la réforme prévoit la priorité au «primo-recrutement». Cette notion de «primo-recrutement» signifie le recrutement d'un nouveau membre du personnel ou de quelqu'un qui n'a pas assez d'ancienneté pour être temporaire prioritaire et/ou «nommable» dans sa fonction. Pour ce type de recrutement, le pouvoir organisateur doit d'abord chercher à engager un porteur de titre requis avant de se tourner vers un porteur d'un autre titre⁴.



L'impact sur les enseignants

Déjà en juin, les enseignants sans titres requis, c'est-à-dire ne possédant pas le diplôme adéquat pour la fonction, s'inquiétaient de perdre leur poste. Lorsqu'on demande à Joseph Thonon, du syndicat CGSP-Enseignement, s'il y a effectivement eu perte d'emploi, il nous répond: «il semblerait qu'aujourd'hui, il y ait des cas mais ce n'est vraiment pas majoritaire. C'est un équilibre: si certains ont perdu leur poste, d'autres, qui possèdent le titre, en ont obtenu un. Ces derniers étaient bloqués par des personnes qui bénéficiaient de mesures dérogatoires, ce qui était anormal. Après, il n'y a pas de doutes sur le fait que les horaires de certains enseignants ont été très morcelés». C'est vrai que la presse, ces derniers temps, a mis à jour plusieurs témoignages d'enseignants désormais contraints de se partager entre plusieurs établissements pour conserver un horaire complet. Pourquoi? Parce qu'auparavant, un prof qui, par exemple, donnait à la fois des cours de latin, français et histoire dans un même établissement⁵, doit dorénavant être remplacé par quatre enseignants différents. Lui-même doit donc aller dans plusieurs écoles pour dispenser le cours de la matière correspondant à son titre.

L'impact sur les directions

On le sait, depuis 20 ans, certaines filières, telles que le néerlandais ou les sciences, par exemple, font face à une pénurie de professeurs. Il n'est pas rare que des traducteurs donnent cours de langue ou des ingénieurs cours de maths. Si avant la réforme, les directions pouvaient faci-

lement recruter des professionnels non enseignants, désormais, il faut obligatoirement avoir épuisé toutes les solutions, dans les listes des 3 types de titres acceptés, pour pouvoir faire appel à des personnes de l'extérieur. Quand une école est arrivée au bout de ses possibilités de recrutement de professeurs sur la base de données Primoweb, «l'école fait un PV de carence disant qu'ils n'ont trouvé personne. Ils peuvent alors engager des personnes sans titre dans l'enseignement», explique Éric Étienne, porte-parole de la ministre de l'Enseignement obligatoire, Marie-Martine Schyns. L'avantage: le fait d'épuiser les listes prioritaires «prouve qu'on ne lèse personne ayant le titre requis»⁶.

Pourtant, et c'est une critique importante depuis la mise en place de la réforme, les directions jugent la procédure trop longue et compliquée. En réponse, la ministre a donc prolongé jusqu'au 28 octobre la dispense accordée aux directions leur permettant de ne pas rédiger un PV de carence. En effet, depuis septembre, plusieurs mesures transitoires ont déjà un peu assoupli la réforme. Rappelons que les critiques étaient acerbes du côté de l'enseignement libre, fief historique de la ministre cdH, l'obligeant, pour ne pas perdre son électorat, à agir. Différents assouplissements ont donc vu le jour, comme la possibilité de compléter les horaires incomplets des professeurs de l'établissement du secondaire supérieur (disposant d'un master) en leur donnant des classes dans le secondaire inférieur (normalement réservées aux bacheliers)⁷.

Inverser Primoweb

Tous les enseignants qui cherchent du travail doivent s'inscrire sur Primoweb, base de données unique dans laquelle les directions doivent aller chercher les enseignants qui correspondent à la fonction demandée. Problème: lorsqu'une école recherche un professeur, le système sort une longue liste d'enseignants disponibles, classés dans l'ordre des 3 titres. Les écoles doivent alors appeler dans l'ordre tous ces candidats, jusqu'à en trouver un qui accepte le poste ou le remplacement. «Avant, le directeur devait encoder le type de cours puis il recevait la liste de toutes les personnes encodées. C'était assez fastidieux de contacter tout le monde. L'idée est maintenant d'inverser. Ce sont les professeurs qui cherchent du travail qui verront les annonces des écoles et se proposeront à elles de manière proactive. Résultat, les écoles n'auront plus alors qu'une liste de deux - trois candidats intéressés à contacter», explique encore Éric Étienne. Un système qui devrait donc être plus simple et moins laborieux pour les directions.

Une réforme importante

Si certaines directions de l'enseignement libre fustigent leur perte d'autonomie avec cette réforme, globalement, les acteurs de l'enseignement se félicitent de la mise en place d'une telle mesure. Le syndicat CSC-Enseignement, dans un communiqué, «confirme l'intérêt et l'utilité de cette importante réforme», même si elle regrette, néanmoins, «les difficultés générées et les conséquences sur les membres du personnel». Du côté de la CGSP-Enseignement, même son de cloche, Joseph Thonon se félicite de la mesure même s'il a conscience que des assouplissements sont nécessaires. Parce qu'après tout, comme dit ce dernier, «ne voulons-nous pas des enseignants qualifiés pour nos élèves?».

1. RTL.be, 25/10/2016.
2. www.enseignement.be/index.php?page=27705
3. RTL.be, 25/10/2016.
4. www.enseignement.be/index.php?page=27705
5. La Libre, 6/10/2016.
6. RTL.be, 25/10/2016.
7. RTL.be, 25/10/2016.

État de la pauvreté chez les étudiants du supérieur

Depuis une dizaine d'années, on assiste à une précarisation accrue des étudiants. Cette situation résulte du manque de financement de l'enseignement supérieur de Communauté française de Belgique, qui ne peut leur offrir ce droit à l'éducation. Résultats: les demandes d'intervention auprès des CPAS ont explosé et les inégalités au sein des établissements d'enseignement supérieur se creusent.

Depuis les années 2000, on constate plusieurs phénomènes de précarisation. Les étudiants issus de milieux moins favorisés sont de plus en plus nombreux à accéder aux universités. Mais rares sont ceux qui arrivent à passer le cap de la première année. Pourquoi? D'une part, le passage du secondaire à l'universitaire n'est pas à négliger. Débarquer du jour au lendemain sur un campus représente un changement important dans l'organisation et l'apprentissage de l'étudiant. D'autre part, et d'un point de vue plus matériel, certains jeunes font face à des difficultés financières qui entravent la bonne concentration nécessaire à leur progression dans l'enseignement supérieur. Les moins favorisés ne disposent pas de ressources suffisantes pour mener une vie étudiante digne (alimentation, logement, énergie, accès à la culture...).

Pourtant, des financements existent comme les aides sociales des institutions du supérieur,

les allocations d'études de la Fédération Wallonie-Bruxelles, les CPAS et enfin, les aides provinciales, très peu connues. Le premier constat est que chaque niveau de pouvoir propose une aide mais aussi beaucoup d'incohérences. De plus, trop peu de coordination entre ces entités font que déjà, dans le processus d'accès à ces aides disponibles, certains demandeurs se découragent. Concrètement, les étudiants disposent de deux outils pour leur prêter main forte: les aides sociales octroyées par leur établissement et les allocations d'études de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Aides sociales trop maigres

Il est utile de savoir que les moyens financiers diffèrent d'une école ou d'une université à l'autre pour saisir l'ampleur des inégalités présentes dans notre enseignement. Globalement, les universités disposent de davantage de moyens par rapport aux Hautes écoles. Et selon que l'on

choisisse telle ou telle institution, les critères de sélection sont aléatoires. «On estime qu'une année à l'université coûte environ 10.000 euros, ce qui comprend les frais d'inscription, le logement, les syllabi et livres, les transports et la nourriture», explique Renaud Maes de l'Observatoire de la Vie étudiante à l'ULB. «Mais ce que les étudiants reçoivent couvre à peine les frais du premier mois d'étude». En plus, le versement est opéré, pour la plus grosse part, en une seule fois. On peut, dès lors, imaginer que la gestion du budget de l'étudiant ne sera pas simple.

Nous avons rencontré Zoé, 18 ans, étudiante en Psychologie à l'Université Libre de Bruxelles. Elle bénéficie d'une aide et pour le coup, elle est plutôt organisée: «le service social des étudiants m'a versé 270 euros pour le matériel pédagogique et 309 euros pour les transports. J'ai acheté mes livres en seconde main et j'ai mis l'argent qu'il me restait, de côté».



Jobs étudiants et dérives

Pour les jeunes qui font le choix de prendre un job étudiant, d'autres difficultés d'organisation du temps se présentent et les études montrent que les effets sur la réussite de leur cursus sont plutôt néfastes. *«De plus en plus de jobistes acceptent des jobs 'alimentaires', au noir, notamment dans l'horeca, et qui dépassent le nombre d'heures admises (...) le phénomène est assez répandu en Europe: le schéma du job étudiant glisse de plus en plus vers celui du job alimentaire»*, explique Renaud Maes de l'Observatoire de la Vie étudiante à l'ULB. Une autre problématique, moins courante, mais réelle touche les étudiants qui émargent au CPAS. Normalement, ils sont dispensés de travailler quand ils étudient, mais certains CPAS considèrent qu'ils doivent alors travailler durant les mois d'été. Parmi les étudiants les plus défavorisés, on dénombre aussi de plus en plus de cas de prostitution. *«La prostitution des étudiants est en lien direct avec le phénomène de précarité»*, explique Renaud Maes qui a mené des travaux sur la prostitution dans l'enseignement supérieur, *«même si elle est difficilement quantifiable, elle est en constante augmentation, partout en Europe et touche entre 2 et 3% de la population étudiante»*.

Allocations d'études: trop d'inégalités

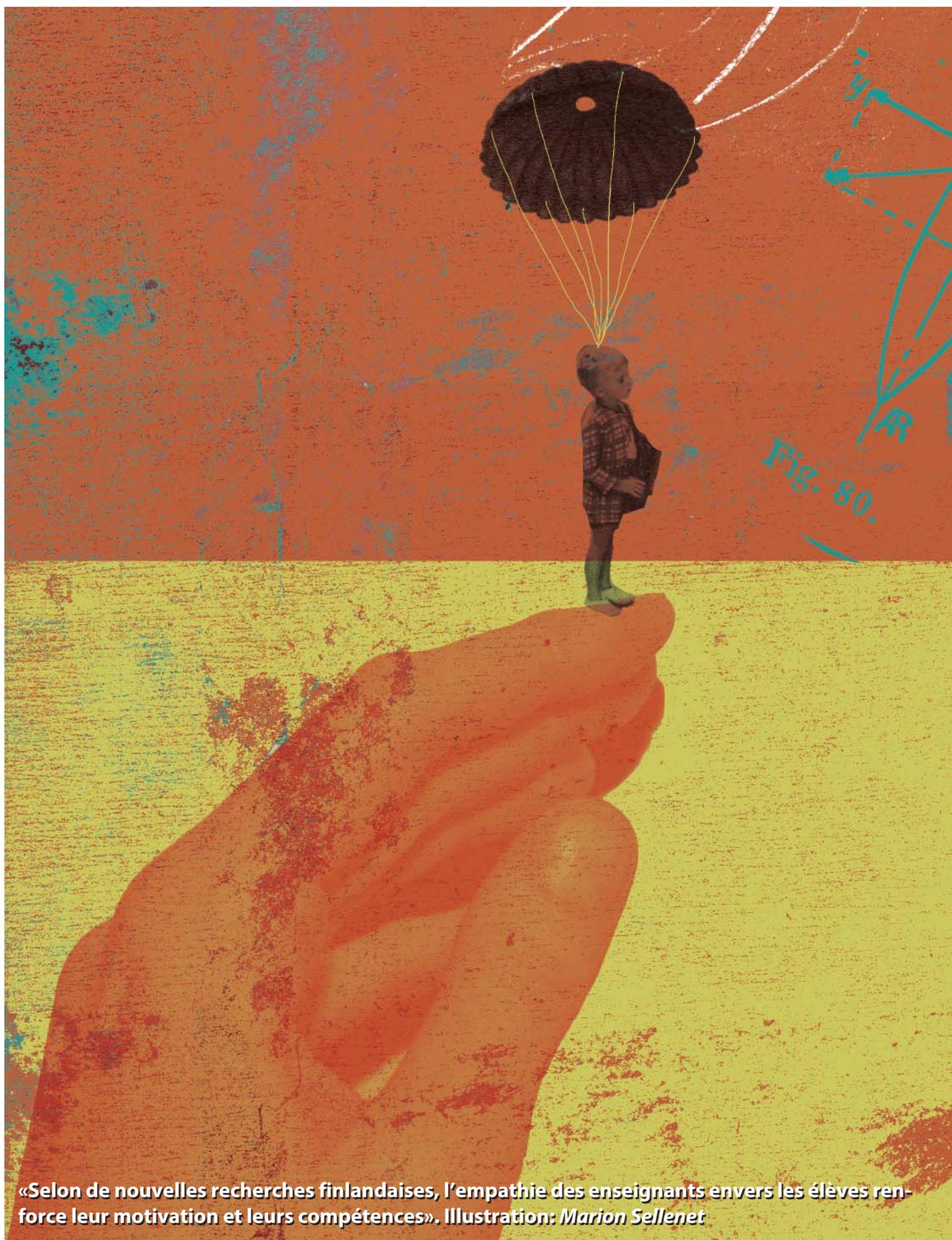
Depuis cette rentrée 2016, une réforme des allocations d'études par le Ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt, a permis à 4.000 étudiants supplémentaires de bénéficier d'une bourse. Grâce à cette réforme, le critère académique de réussite a été supprimé. À présent, un étudiant boursier qui rate son année, ne sera pas pénalisé par le retrait de son allocation d'étude. Selon Maxime Mori Président de la FEF (Fédération des Étudiants Francophones), *«c'est un grand pas vers moins d'inégalités mais il reste beaucoup de questions à traiter car les critères d'octroi restent trop restrictifs et les montants des allocations dérisoires»*.

Pistes de réflexion

Conséquences de ce manque de financement, les demandes auprès des CPAS ont littéralement explosé. En dix ans, elles ont augmenté de 150% en Wallonie et de 230% à Bruxelles. Le CPAS qui est censé être le dernier tissu social à être sollicité, devient en réalité, la toute première aide sollicitée! Il faut donc, au plus tôt, réaliser un inventaire précis des aides existantes en Communauté française de Belgique et rendre leur accessi-

bilité plus simple pour tous. Il est nécessaire de leur accorder plus de moyens mais également sans doute, de réfléchir à comment mieux les répartir entre institutions. Un système d'aide centralisé permettrait à davantage d'étudiants d'être soutenus. Enfin, il semble indispensable de lancer des enquêtes de fond sur les populations étudiantes en Belgique, car d'une école à l'autre, d'une université à l'autre, les étudiants diffèrent, socialement et économiquement. Aujourd'hui, il n'existe malheureusement que très peu d'initiatives d'études sur ces différents profils sociologiques. C'est au politique de mettre en place un organe actif sur le sujet rapidement, ou ce phénomène de précarisation n'aura de cesse de s'intensifier.

coup de crayon sur l'actu



«Selon de nouvelles recherches finlandaises, l'empathie des enseignants envers les élèves renforce leur motivation et leurs compétences». Illustration: *Marion Sellenet*

Les concerts scolaires des Jeunesses Musicales

Un outil d'ouverture sur les mondes

Chaque année, les Jeunesses Musicales programment plus de 1000 concerts scolaires, plus de 350 concerts publics et des dizaines de milliers d'heures d'atelier d'éveil musical sur tout le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles; cela avec le concours d'artistes professionnels émanant de courants aussi divers que la musique du monde, classique, le jazz, le folk, le rock, la pop, la chanson, les musiques urbaines mais aussi les genres hybrides tels que le conte musical ou le ciné-concert.

Fondées par Marcel Cuvelier en 1940 à Bruxelles, en des temps liberticides douloureux, les Jeunesses Musicales se dédiaient au départ exclusivement à l'organisation de concerts de musique classique à destination d'un jeune public. Très vite le modèle s'est exporté au-delà de nos frontières et dès les années 1950, les Jeunesses Musicales s'étaient implantées dans une dizaine de pays. Aujourd'hui, le mouvement regroupe plus de 60 nations, ce qui en fait le plus vaste opérateur culturel à destination de la jeunesse à travers le monde, reconnu par l'Unesco.

Les missions initiales se sont également élargies, il s'agit aujourd'hui, d'une part, de sensibiliser tous les jeunes à tous les styles musicaux, mais aussi d'encourager l'éveil musical, et ce, avec une attention accrue pour les publics en difficulté et les genres réputés d'accès plus ardu.

Les jeunesses Musicales, via ses ambassadeurs de choix, s'efforcent de semer quotidiennement les graines d'un pluralisme musical à travers tous les niveaux de l'enseignement fondamental et secondaire, et ce, tant dans l'ordinaire que dans le spécialisé, tous réseaux confondus.

Combattre l'uniformisation

En effet, si la musique en ce 21^e siècle est omniprésente dans le panorama de chaque individu, tapissant son quotidien économique, social voire politique, on ne peut nier qu'elle tend à l'uniformisation. Des spots publicitaires aux bandes sonores diffusées dans les supermarchés, en passant par les festivités en tous genres, la musique accompagne chaque instant de nos vies mais un mainstream encouragé par des stratégies et des intérêts financiers divers façonne insidieusement les goûts

et les inclinations. Partout sévit la standardisation commerciale.

Ainsi, s'il semble à première vue que le public jeune accède aujourd'hui très aisément à la musique, que ce loisir grandement prisé est encore encouragé par la démultiplication des technologies, il s'avère qu'un certain type de productions est consommé. Celui qui est plébiscité et mis en exergue sur les diverses ondes en vertu de tendances, de quotas, et de formats à respecter. Celui qui est soutenu par les firmes de disques dominantes et les médias d'envergure.

Et l'écoute est à construire elle aussi. Comment, dans un monde empli de bruit - la surabondance de messages identiques parasitant le canal communicationnel et perturbant la transmission de la musique et de ses sens possibles - diriger son attention, bâtir ses choix, ses préférences?



Les Jeunesses Musicales ont pour objectif l'éveil du jeune public à une écoute consciencieuse de "produits musicaux" émanant d'esthétiques musicales très différentes, dégagés de l'assourdissement formaté permanent que propagent les ondes. Cela suppose une "information" de ce jeune public, au sens biologique et cybernétique du terme, par l'introduction dans son tissu le plus familier d'habitudes en matière d'écoute, d'un désordre, d'une entropie, d'un élément perturbateur à l'origine d'une interrogation. Une information par l'intérieur, par le sensoriel, le sensitif, le vécu. Il nous faut sensibiliser les jeunes oreilles à la diversité, y distiller une matière autre que celle qui envahit leur environnement sonore familier. Favoriser la découverte est le concept clé du travail des Jeunesses Musicales.

Accompagner les musiciens

Les artistes sont retenus suite à un patient et assidu repérage,

et à une concertation collective sur base de la valeur artistique intrinsèque des projets mais également sur des critères rendus aussi objectivables que possible et portant notamment sur la cohérence et l'attrait de leur mise en forme, les considérations extramusicales et pédagogiques qu'ils permettent de déployer, et les qualités de communication et de transmission des artistes. Ces caractéristiques sont observées et évaluées à l'occasion de séances de visionnement organisées au sein même des écoles, face à un public cible, précisément identifié au préalable afin de plonger les candidats dans les conditions qu'ils rencontreront lors de leurs concerts scolaires.

Certains projets témoignent parfois d'une richesse musicale remarquable et recueillent une adhésion et un enthousiasme unanimes sur ce plan tout en présentant des lacunes sur d'autres tableaux. N'étant pas nécessairement expertes de tous ceux-ci, les Jeunesses Musicales

font alors appel à des formateurs externes pour accompagner les artistes souhaitant s'investir dans la préparation de prestations à destination d'un public jeune, aux attentes et besoins spécifiques.

Tous les artistes sont par ailleurs soutenus par l'équipe des Jeunesses Musicales dans son ensemble durant tout leur parcours afin d'obtenir supports matériels, conseils, orientations... Un dossier pédagogique incitant les enseignants concernés par la prestation à préparer celle-ci en amont ou à l'exploiter en aval est consultable en ligne pour chaque projet. Des capsules vidéos sont également minutieusement confectionnées. Enfin, une journée de présentation de toute la saison à venir est organisée chaque année pour promouvoir les projets auprès des programmeurs potentiels, notamment scolaires.

S'il s'agit évidemment de préserver l'essence première de chacune des propositions, sans



les dénaturer, il faut néanmoins parfois aider les porteurs de celles-ci à les adapter à un public dont elles ne sont pas forcément coutumières au départ, et ce, dans le respect de nos missions d'éducation permanente.

L'enjeu est double: pour les artistes, il est question d'enrichir leur projet en le dotant d'une dimension supplémentaire par l'ajustement à un public nouveau. Pour les jeunes, il s'agit de vivre un moment de réel partage, par le biais notamment d'une participation active orchestrée par un dispositif de médiation soigneusement étudié, lors de cette rencontre parfois inédite avec un artiste en live, dont la trace restera très longtemps vivace.

Interpeller les élèves

L'écoute se crée par «incorporation»¹. Une séance JM n'est pas un moment dédié à une consommation passive de musique, quel que soit le style envisagé. Certes nous respectons la part de rêve, d'enchantement, le temps pour soi, pour savourer, s'émerveiller des moments où la musique emplit l'espace sans paroles et sans intervention du public. Mais l'interaction fait partie intrinsèque de la prestation. Les élèves sont invités à s'exprimer, oralement mais aussi par le rythme, le chant, la danse... selon des

consignes directement données par les musiciens ou par le médiateur s'il y en a un, lors des tournées non francophones notamment.

Avec un peu de chance et pas mal de réflexion en amont, les élèves auront été à tout le moins interpellés, se seront sentis concernés, voire émus, auront quitté les artistes à regret et se souviendront de ce moment plusieurs années plus tard.

Si la magie opère le plus souvent, elle n'est donc pas le fruit du hasard. Depuis la phase de sélection jusqu'à la mise en place des séances sur le terrain scolaire, les artistes sont inlassablement accompagnés. C'est un partenariat de tous les instants, riche d'enseignements aux deux pôles de la relation.

Ouvrir sur les mondes

Les concerts des Jeunesses Musicales, ce sont aussi des projets émanant d'univers musicaux mais aussi culturels, au sens large et anthropologiques, présentant un décalage manifeste avec ceux qui sont généralement à la portée des enfants et des adolescents de nos écoles. Chaque saison, un tiers de la programmation environ est réservé à des «tournées internationales»: des musiciens venus des quatre points cardinaux, des townships de Johannesburg à ceux des steppes de Mongolie en passant par Damas en ruine, l'Inde multifacette d'aujourd'hui ou encore le cœur de la forêt équatoriale, leur font goûter à des pratiques aussi singulières que le gumboot, le chant diphonique, celui des pygmées aka, la danse des derviches tourneurs ou kathak, à des instruments aussi curieux que toute la déclinaison des flûtes asiatiques, la famille des cornemuses à travers le monde, les innombrables percussions africaines, mais aussi à des traditions multi-séculaires de transmission orale et de ritualisation non exclusivement artistique...

Les concerts des Jeunesses Musicales se veulent donc autant de portes ouvertes sur le monde, celui d'ici et d'ailleurs, permettant des angles de vue décentrés, garantissant les conditions d'une réelle expérience esthétique, artistique, et encourageant, en outre, l'échange humain, humaniste, le dialogue avec l'Autre dans toute son infinie richesse, dans une démarche puissamment citoyenne, menant à un débat de fond sur l'interculturalité et la tolérance.

1. Notion forgée par J.-P. Corbeau, Professeur de sociologie à l'Université François Rabelais de Tours. Il l'applique au domaine de l'alimentation, nous la détournons ici pour l'appliquer à l'animation musicale.

«Girls day, Boys day»

Casser les stéréotypes de genre dans les métiers

Le «Girls day, Boys day» vise à sensibiliser les élèves et les enseignant-e-s aux stéréotypes de genre dans les choix d'orientation scolaire et professionnelle. Dans différents pays, ce dispositif permet aux jeunes de faire une première expérience de terrain et de découvrir des métiers atypiques, exercés traditionnellement par des hommes ou par des femmes.

En Fédération Wallonie-Bruxelles, «Girls day, Boys day» est organisé depuis 2010, en province de Luxembourg et en Brabant-wallon, depuis 2012, dans l'ensemble des provinces wallonnes et, depuis 2013, également à Bruxelles. La mise en œuvre de GDBD est effectuée par les Coordinations provinciales des cinq provinces francophones belges et, à Bruxelles, par l'asbl Interface3, en partenariat avec différents partenaires, la Direction pour l'Égalité des Chances de la Fédération Wallonie-Bruxelles et l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes qui en assurent également le financement.

Les objectifs

«Girls day, Boys day» s'adresse aux élèves du premier et/ou du second degré, au moment où ils sont confrontés à des choix professionnels. «Girls day, Boys day» invite les filles et les garçons à découvrir le monde du travail en leur

présentant des métiers connotés «féminins» exercés par des hommes et des métiers connotés «masculins» exercés par des femmes, et à poser leurs choix scolaires et professionnels en fonction de leurs intérêts personnels et de leurs compétences. Plus précisément, «Girls day, Boys day» vise à :

- permettre aux jeunes de découvrir différents métiers;
- motiver les jeunes dans leur choix professionnel;
- développer les contacts entre le monde du travail et les jeunes;
- réfléchir à la notion de genre dans les parcours scolaires;
- lutter contre les idées préconçues quant à l'exercice de certains métiers;
- ouvrir le débat chez les adolescents et adolescentes.

«Girls day, Boys day» se déroule en deux temps. Dans un premier temps, il y a une animation en classe, durant le second trimestre, pour déconstruire les stéréotypes. Dans un second

temps, des rencontres avec des professionnel-le-s se mettent en place, afin de découvrir des métiers atypiques pour les filles et les garçons (pour l'édition 2016-17, ces rencontres auront lieu du 27 au 31 mars 2017).

Un dispositif qui touche beaucoup d'élèves

En 2016, le «Girls day, Boys day» a rencontré un intérêt grandissant auprès du public. En effet, 59 écoles (contre 36 en 2015), 212 classes (contre 110 en 2015) et 4046 élèves (contre 2387 en 2015), ont participé aux animations et aux rencontres avec les témoins. De plus, cette année, le nombre d'enseignant-e-s participant a quadruplé. Ainsi, le projet a mobilisé 226 enseignant-e-s. 122 témoins exerçant des métiers atypiques pour leur sexe et 45 partenaires (CPMS, AMO, associations féministes, etc.) ont aussi participé à la réalisation des animations en classe.

Un guide d'animation

Pour accompagner les animateur-trice-s mais aussi les enseignant-e-s souhaitant aborder ces thématiques en classe, la Direction de l'Égalité des Chances de la Fédération Wallonie-Bruxelles, les Coordinations provinciales, Interface3 Bruxelles et plusieurs partenaires ont réalisé un guide d'animation. Ce guide propose des activités ludiques à mettre en œuvre avec les élèves, des explications de concepts et des références pour approfondir le sujet des stéréotypes de genre dans les choix d'orientation. Concrètement, il propose des définitions et des activités pratiques à réaliser en classe autour des inégalités entre les femmes et les hommes, des stéréotypes de genre, du rôle des stéréotypes de genre dans les choix des métiers. Chaque thématique comprend:

- Des clefs pour comprendre: présentation des aspects théoriques, des notions, des concepts ainsi que des statistiques.
- Des activités pour expérimenter: mises en pratique des éléments théoriques à travers des exercices, des jeux de rôle, des mises en situation, etc.

Des retours positifs

D'un point de vue qualitatif, l'évaluation réalisée auprès des parents, des élèves, des enseignant-e-s, des témoins et des partenaires met en évidence une perception très positive du projet. L'ensemble des participant-e-s se montre enthousiaste par rapport au projet et souhaite le voir se poursuivre dans le temps. Il apparaît que le «Girls day, Boys day» a permis aux élèves de découvrir de nombreux métiers «atypiques» et a donné l'envie à plusieurs d'exercer ce type de métier dans le futur.

Contacts: www.egalite.cfwb.be

Des animations pendant l'année et des rencontres avec des professionnel-le-s pour élargir tes horizons professionnels

INSCRIPTIONS JUSQU'AU 21.12.2016

Girls day Boys day

CHOISIS TON MÉTIER
SANS PRÉJUGÉ

www.gdbd.be

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Le Brabant wallon

Province de Liège

Province de Namur

Province de Luxembourg

Province de Flandre

Province de la Région de Bruxelles-Capitale

Quelques commentaires des élèves sur le projet

- «Au final il n'y a pas de métier qui soit plus pour les filles ou les garçons.
- Il ne faut pas avoir de préjugés sur les métiers que choisissent un homme ou une femme.
- Chacun est libre de faire le métier qu'il veut.
- Ce n'est pas parce que le métier n'est pas fait soi-disant pour un sexe précis que l'autre sexe ne peut pas le faire.
- Tous les métiers et toutes les personnes sur terre sont égaux, tout le monde doit pouvoir faire ses choix librement sans être jugé.
- Dans la vie il faut faire ce qu'on aime.
- Les apparences sont trompeuses, toutes les personnes peuvent exercer un métier, même inhabituel.
- C'est pas parce que on n'est pas comme les autres que l'on n'a pas le droit de faire comme eux.
- Il faut choisir ses études, donc son métier, en fonction de ses propres envies et pas par crainte du regard des autres ou pour faire plaisir à nos parents.
- Il faut dépasser les stéréotypes.
- Il faut s'orienter dans des études qu'on aime et ne pas penser à l'avis des autres.
- Il faut faire ce que l'on aime malgré notre sexe.
- Il ne faut pas s'arrêter à l'idée qu'un métier est fait pour un sexe.»

Éduquer aux médias

Les messages médiatiques sont définis comme étant «*le contenu informatif et créatif des textes, sons et images véhiculés par divers moyens de communication, y compris via la publicité, la télévision, le cinéma, la vidéo, les sites web, la radio, les jeux vidéo et les communautés virtuelles*». Omniprésents, leur influence sur les jeunes est souvent montrée du doigt. Pourtant faut-il les bannir? Impossible, ils font partie de notre monde¹. Comment alors encourager les individus à développer un regard critique sur le flot d'informations qui nous traverse?

On évoque de plus en plus de l'éducation aux médias... Ce 12 octobre 2016, par exemple, s'est tenu, à Charleroi, le colloque «Journée de l'éducation aux médias», organisé par le CSEM¹.

Mais de quoi parle-t-on?

Pour commencer, rappelons que le décret du 5 juin 2008² définit l'éducation aux médias comme étant «*l'éducation visant à donner la capacité à accéder aux médias, à comprendre et apprécier, avec un sens critique, les différents aspects des médias et de leur contenu, et à communiquer dans divers contextes*».

Et concrètement?

Le sujet est vaste mais nous nous proposons, dans ce numéro de fin d'année, de présenter quelques réflexions autour de la thématique...

Nous ouvrirons ce dossier en donnant la parole à Patrick Verniers, le président du Conseil Supérieur de l'éducation aux médias, qui, pour Éduquer, il reviendra sur l'histoire et l'évolution de l'éducation aux médias, depuis une cinquantaine d'année.

Nous aborderons ensuite la transformation de l'univers médiatique ces dernières décennies. Saviez-vous que la concurrence entre les médias et la fragilité de ceux-ci ne dataient pas d'hier? Culte de l'immédiat, rôle de Facebook, clivage entre une minorité surinformée et une majorité qui coupe les ponts avec l'information... telles seront certaines des problématiques abordées.

En guise d'entracte, nous présenterons

quelques intox qui ont circulées ces dernières années, suivies de quelques conseils pour vérifier l'information.

Nous poursuivrons avec une interview de Julien Lecomte, auteur de plusieurs ouvrages sur les médias. Image de soi, estime personnelle, regard des autres, communication... il abordera la question des réseaux sociaux.

C'est dans l'actualité! Nous verrons que les médias américains, qui n'ont pas anticipé l'élection de Donald Trump, ont sans doute été victimes de ce qu'on appelle «la bulle filtrante» de Facebook, Twitter, etc..

Enfin, nous proposerons quelques outils et modules pédagogiques pour aborder l'éducation aux médias avec des jeunes...

Bonne lecture!

1. Conseil supérieur de l'éducation aux médias.
2. Décret portant création du Conseil supérieur de l'Éducation aux Médias et assurant le développement d'initiatives et de moyens particuliers en la matière en Communauté française.



Patrick Verniers, Président du Conseil Supérieur de l'éducation aux médias

Pour une intégration systémique de l'éducation aux médias

Radicalisation, théories du complot, harcèlement via les réseaux sociaux, rumeurs, attentats, engouements subits de toutes sortes: les situations de crise rappellent régulièrement l'urgence d'une éducation aux médias. Souvent convoquée comme une ambulance, elle reste cependant ponctuelle et sans réelle continuité. Notre système éducatif doit aujourd'hui prendre conscience que les compétences médiatiques constituent les fondements mêmes d'une citoyenneté contemporaine, active, critique et responsable.

L'éducation aux médias n'est pas une nouveauté. On peut considérer que celle-ci s'est développée en même temps que l'apparition des médias. Dans la société de l'imprimé, la compétence médiatique prioritaire, développée à l'école, s'étendait essentiellement à la lecture par la compréhension rigoureuse et critique des informations contenues dans le texte des ouvrages imprimés. Mais aussi l'écriture, une compétence médiatique complémentaire, permettant d'exprimer clairement une pensée. Ces deux objectifs correspondaient au système médiatique du début du vingtième siècle, dans lequel l'utilisateur était principalement un lecteur et plus rarement un écrivain. On peut dire que l'école était alors en relative adéquation

avec le système médiatique.

Tout au long de l'histoire des médias dans nos sociétés, ceux-ci ont cependant toujours été vus avec une certaine suspicion, considérant qu'ils pouvaient véhiculer le meilleur comme le pire. Cela a été le cas avec le livre imprimé, capable de diffuser le savoir mais aussi accusé de propager des formes de déviances dans la société.

Les pionniers de l'éducation aux médias à l'heure des médias de masse

Avec le développement des médias de masse dans la seconde moitié du XX^e siècle, cette suspicion envers les médias s'est amplifiée. C'est alors que le mouvement de l'éducation aux médias s'est développé, d'abord dans

les secteurs associatifs et militants, par des enseignants, des éducateurs pionniers, qui ont très tôt perçu que la presse, la télévision, le cinéma ou la radio nécessitaient le développement de compétences critiques adaptées. L'utilisateur des médias était alors essentiellement vu comme un récepteur, un spectateur passif qu'il fallait doter d'un esprit critique adapté.

Parallèlement, nos systèmes éducatifs n'ont pas été réellement capables d'intégrer l'avènement de la société de la communication médiatisée. L'école considérait que les médias étaient le «tout autre» de l'école et devaient rester largement à l'extérieur de celle-ci. Très timidement, l'éducation aux médias a cependant pris place de ma-

Patrick Verniers est président du Conseil Supérieur de l'éducation aux médias. Pour *Éduquer*, il revient sur l'histoire et l'évolution de l'éducation aux médias, depuis une cinquantaine d'années. Selon lui, aujourd'hui, l'éducation aux médias est insuffisante à l'école, et l'approche de son enseignement devrait être différente.

Quand le quatrième pouvoir vacille

Les médias ont mauvaise presse. C'est devenu politiquement correct de les critiquer et de prédire leur mort prochaine et inéluctable. Comment en est-on arrivé là? Comment s'informe-t-on aujourd'hui? Et demain? Tentative de décryptage...

Lorsqu'on évoque la crise des médias, on l'associe toujours au développement d'internet. 0 tort. Et pour ne parler que de la presse écrite. 0 tort également. La concurrence entre les médias et la fragilité de ceux-ci ne datent pas d'hier.

Avant internet, la presse écrite a reçu son premier uper-cut, dans les années soixante, avec la montée en puissance de la radio puis de la télévision. Les médias audiovisuels, en suivant l'actualité toute la journée, ont imposé leur tempo comme moyen d'information. Et les recettes publicitaires ont suivi, au détriment de la presse écrite. Or, c'est à la même époque, dans les années 60-70, que la presse a dû se reconverter technologiquement avec la photocomposition¹ et l'impression en offset². Un coup dur sur le plan financier dont certains titres ne se remettent pas. Ensuite, on a vu arriver, au début des années 80, de nouveaux acteurs dans le monde audiovisuel avec les radios et télévisions privées. Une concurrence féroce s'est mise en place et avec elle, une évolution

dans la manière d'informer. Plus rapide, plus directe, plus superficielle aussi. Parallèlement, la société belge s'est «dépilarisée».³ On a cessé de s'informer en étant fidèle à un journal bien précis, celui qui se référerait à sa «famille» politique et philosophique. Les journaux d'opinion (La Cité, Le Drapeau Rouge, Le Rappel...) ont disparu et les autres ont évolué. La Dernière Heure est devenue, avant tout, un quotidien populaire sans plus être identifiée au parti libéral. Le Soir s'est débarrassé de son étiquette de quotidien bruxellois proche du FDF. Mais la «dépilarisation» n'explique pas tout. C'est la relation même entre les lecteurs, les auditeurs et leurs médias qui s'est transformée.

Dans la presse écrite, les ventes ont fondu comme neige au soleil au cours des trente dernières années. Tout comme les équipes rédactionnelles. Licenciements, restructurations se sont succédé dans tous les groupes de presse. Internet a amplifié le phénomène mais ne l'a pas créé. La désaffection du public est aussi un problème

culturel et générationnel. Le rapport à la lecture a évolué. Le temps passé à s'informer également et plus encore le besoin et l'envie de s'informer. Autre changement notable: la perception des médias qui ont subi le même sort que les autres institutions. Le quatrième pouvoir fait désormais l'objet de la même défiance que les autres (politique, justice...) et ce phénomène s'observe dans tous les pays occidentaux. En 2013, une enquête publiée par Marianne-Belgique montrait un taux de confiance de 50% dans les journalistes, loin derrière les pompiers, les militaires... et les restaurateurs.

Un dualisme exacerbé

Si la presse écrite décline, elle n'est pas la seule. Les médias audiovisuels ont aussi vu leur audience s'effriter sérieusement. Du moins, la part consacrée à l'information. Au profit des médias en ligne? Ce n'est que partiellement le cas. Le public qui lit les informations en ligne est le même que celui qui lit la presse écrite et écoute les jour-



naux radio. Le clivage entre une minorité surinformée et une majorité qui coupe les ponts avec l'information pour ne plus se connecter qu'aux réseaux sociaux est réel et grandissant.

Une certitude: la viabilité économique du modèle numérique n'est toujours pas assurée. En rendant l'information accessible à tous sur leurs sites alors même qu'elle entraine en concurrence avec les éditions «papier», les éditeurs se sont sans doute tirés une balle dans le pied. Ils ont habitué les lecteurs à la gratuité de l'info. Aujourd'hui encore, à quelques rares exceptions près (comme Mediapart), les médias en ligne ne sont pas rentables. Les abonnements, les achats d'articles sont insuffisants et ce sont toujours les recettes publicitaires des éditions «papier» qui font vivre la presse numérique. Le «papier» résiste d'ailleurs. Certes le nombre d'exemplaires diffusés a baissé de 27,9% entre 2007 et 2015 pour l'ensemble de la presse écrite francophone mais le nombre de lecteurs de la presse «papier», lui, n'a diminué que de 4,9%. Autrement dit, un même exemplaire est consulté par davantage de lecteurs qu'autrefois. Parallèlement, le nombre de «visiteurs» sur les sites des médias en ligne a explosé au cours de ces dix dernières années. D'une moyenne de 50.000 visiteurs par jour en 2006 à plus de 200.000 aujourd'hui. Entre 2006 et aujourd'hui, le

nombre de visiteurs du site de Sudpresse a été multiplié par 50! Ceux du Soir et de la Libre par six.

On parle bien de «visiteurs». Pas nécessairement de lecteurs. Les habitudes de consommation de l'information ont radicalement changé. On surfe. On lit les premières lignes. On regarde la vidéo sur les sites d'information en continu, qui ne sont pas payants. Les sites où l'accès à la totalité des articles est payant, comme ceux développés par Le Soir ou la Libre, n'ont pas le même succès; or la qualité de l'information qui y est déclinée est pourtant très différente. Sur les premiers, on trouvera des dépêches plus ou moins retravaillées par les journalistes. Sur les sites payants, des analyses, des reportages réalisés par les journalistes qui écrivent aussi pour les éditions «papier». Dans les rédactions, on a vu se mettre en place deux équipes rédactionnelles. Les journalistes du web, souvent jeunes et peu expérimentés, et les autres, bénéficiant d'un évident prestige, ceux qui apportent «une plus-value» par des informations inédites, des reportages sur le terrain, des analyses de qualité. Mais cette concurrence entre journalistes tend à s'estomper. Le modèle du traitement «immédiat» et le journalisme «assis» comme on qualifie ceux qui sortent peu de la rédaction contaminent de plus en plus l'ensemble des rédactions.

Le culte de l'immédiat

Le journaliste dispose aujourd'hui de beaucoup d'outils numériques qui améliorent et surtout accélèrent son travail quotidien, mais ces outils ne sont guère utiles si le projet éditorial ne suit pas. La tendance à l'immédiateté a modifié les pratiques journalistiques en privilégiant la rapidité de la diffusion plus que l'intervention du journaliste dans le traitement d'une dépêche. Mieux vaut être le premier à publier, quitte à se tromper parfois. On rectifiera plus tard. C'est la culture du «clic», surveillée de près par les éditeurs. Si les lecteurs lisent en priorité les informations routinières, les «people» et la dernière polémique entre deux animateurs télé plutôt qu'une analyse inédite sur les rapports de force au sein du gouvernement, qu'en déduire? Sinon que c'est bien ce que cherchent les lecteurs? Et dans ce cas, faut-il vraiment disposer encore d'une équipe de journalistes politiques? La question n'intéresse pas seulement les éditeurs mais aussi les publicitaires.

La concurrence exacerbée entre les médias a d'autres conséquences qui irritent les lecteurs et peuvent conduire à des dérapages. La sur-réaction à un événement, par exemple. Plus l'information est susceptible de cliver la société et de faire naître l'émotion, plus on multipliera les éditions spéciales, les «dossiers», quitte à diffuser

les mêmes images et les mêmes commentaires en boucle. Le côté moutonnier des médias qui diffusent les mêmes interviews des mêmes acteurs avec la même hiérarchie de l'information est sans doute l'évolution la plus inquiétante de ces dernières années. Ces pratiques grégaires, liées au culte de l'immédiateté, ont aussi pour effet de ne plus permettre au journaliste de prendre le temps de vérifier l'information ou d'avoir la liberté de ne pas la diffuser. Chaque fois qu'un Bart De Wever fait le buzz par une déclaration incendiaire, il devient quasi impossible pour une rédaction de l'ignorer. Ce phénomène est accentué par la concurrence avec les réseaux sociaux. Sur Facebook, les gens ne s'embarrassent guère de considérations déontologiques. Un propos raciste passe. Une photo que des journalistes refuseraient de publier parce qu'elle est jugée attentatoire à la dignité d'autrui circule sans problème. Et le fait pour des médias de ne pas la diffuser serait assimilé à de la censure.

Facebook devient un acteur incontournable du paysage médiatique. Outre le fait que ce réseau social est devenu le moyen quasi exclusif qu'ont certains (les plus

jeunes en particulier) de s'informer, Facebook a pour ambition de devenir un média d'information à part entière mais avec des contenus qui répondent aux intérêts de ses clients. Ce sont les «instant article» qui permettent à certains titres d'importer des articles complets directement dans l'application Facebook. Plus besoin de «sortir» du réseau pour lire la totalité du contenu. Mais ces développements posent de graves questions, notamment en termes d'indépendance de la presse qui pourrait se retrouver totalement liée à Facebook. On peut aussi se demander ce que deviendront les sites des médias traditionnels qui ne seront plus visités par les utilisateurs puisqu'ils auront immédiatement l'article demandé via Facebook. Autre question: quel avenir encore pour une information généraliste? En écoutant un journal radio, en parcourant un journal ou un site d'info, nous sommes confrontés à un ensemble d'informations. La situation en Turquie et l'accident sur la E40. Le harcèlement à l'école et la composition de l'équipe des Diables Rouges. À nous de zapper, d'écouter distraitement ou attentivement, mais cet ensemble d'informations nous amène à porter un regard global sur notre société. La tendance aujourd'hui est à demander des informations ciblées, celles qui nous intéressent prioritairement. Des articles sur l'enseignement pour les profs.

Sur l'économie et la bourse pour les chefs d'entreprise.

Les «instant article» répondent à ce «besoin». Avec Facebook, nous ne lisons que les publications de nos amis et les informations qui intéressent nos amis, donc nous-mêmes. Demain, ce sera peut-être la seule voie d'accès à un monde qui ne fera que se rétrécir.

1. Procédé faisant appel à des systèmes photographiques pour la composition des textes et non, comme depuis les débuts de l'imprimerie, par des caractères en plomb assemblés manuellement ou mécaniquement.
2. Procédé d'impression par lequel l'image encrée du support imprimant (une plaque de métal gravée) n'est pas reportée directement sur le papier, mais d'abord sur un cylindre recouvert d'une feuille de caoutchouc (dite «blanchet»), à partir duquel l'encre est transférée sur le papier.
3. Un pilier est un ensemble d'organisations qui partagent une même tendance idéologique: de manière plus ou moins complète selon les cas, un pilier peut se composer d'un syndicat, d'une ou de plusieurs mutualités, d'organisations professionnelles de classes moyennes ou d'agriculteurs, de mouvements de jeunesse et d'éducation permanente, d'écoles privées ou publiques, d'associations culturelles, sociales, etc. Ce phénomène de «pilarisation» de la société (verzuiling, en néerlandais) s'est développé, pendant plus d'un siècle, aux Pays-Bas et en Belgique. Les organisations d'un pilier peuvent se «dépillariser», s'ouvrir plus ou moins largement à une diversité idéologique jusque-là non reconnue.
Sources:
Crisp:
www.vocabulairepolitique.be/pilier/



Infos ou intox?

Les médias et le mensonge...

Loin, très loin de leur objectif premier d'informer, les médias semblent de plus en plus guidés par une logique mercantile où le divertissement et le sensationnalisme ont pris le dessus sur la qualité de l'information. Au-delà de ce nivellement par le bas, une autre pratique accable certains médias contemporains: le mensonge! Outil de propagande ou de manipulation de masse, les médias seraient-ils devenus les pantins du monde politique? L'histoire ne compte plus les mensonges, théories fumeuses, complotistes, en tous genres... Quelques exemples!



Les «vrais-faux charniers» de Timisoara – 1989

L'affaire des charniers de Timisoara se déroule lors de la chute de la dictature communiste de Nicolas Ceausescu en 1989, en Roumanie. Scène d'une révolution populaire, la Roumanie devient le symbole de la lutte pour la liberté. Pour illustrer l'insurrection populaire roumaine et ses représailles, les médias relaient des images de charniers, et évoquent la mort de plus de 4 000 opposants au régime. Ces charniers illustrant l'horreur du régime de Ceausescu suscitent alors un effroi général... L'émotion internationale est à son apogée! Certains médias vont même jusqu'à annoncer le vampirisme de Ceausescu. C'est ainsi que la chaîne TF1 annonce: «Ceausescu, atteint de leucémie, aurait eu besoin de changer son sang tous les mois. Des jeunes gens vidés de leur sang auraient été découverts dans la forêt des Carpates. Ceausescu vampire? Comment y croire? La rumeur avait annoncé des charniers. On les a trouvés à Timisoara. Et ce ne sont pas les derniers». Pourtant, la réalité est toute autre... il s'avéra, en effet, que les cadavres exhibés devant les caméras étaient des corps déterrés du cimetière des pauvres de Timisoara, morts il y a bien longtemps! L'histoire des charniers de Timisoara est un parfait exemple de polémique, de surenchère médiatique, de manipulation de masse et de désinformation.

“ Il y a deux Histoires: l'Histoire officielle, mensongère, qui nous est enseignée; et l'Histoire secrète où se trouvent les vraies causes des événements, une Histoire honteuse. ” Balzac

La guerre du Golfe - 1990 à 1991

La guerre du Golfe est un conflit qui dura de 1990 à 1991, opposant l'Irak de Saddam Hussein à une coalition de 34 États, qui souhaitaient libérer le Koweït de l'occupation de l'armée irakienne. La coalition, soutenue par l'Organisation des Nations Unies, emporta la victoire, entraînant avec elle la libération du Koweït. Afin de mener à bien sa mission, la coalition utilisa principalement les voies aériennes pour bombarder le complexe militaro-industriel de l'Irak. Une attaque terrestre, lancée à partir de l'Arabie saoudite, acheva le travail entamé en détruisant les forces armées irakiennes.

Jusque là, rien de neuf... Pourtant, il semblerait que les premières attaques, commanditées par le Gouvernement Bush, furent lancées à la suite de la rumeur de présence d'armes de destruction massive en Irak, fait qui n'aura jamais été prouvé, déclenchant ainsi une guerre «illégal» et injustifiée! Les États-Unis ne renonceront jamais à leur théorie des armes de destruction massive fabriquées par Saddam Hussein. Ce mensonge qui s'est propagé à travers le monde, via les médias, a semé le chaos en Irak.



“ Si vous n’êtes pas vigilants, les médias arriveront à vous faire détester les gens opprimés et aimer ceux qui les oppriment. ” Malcom X

Les morts prématurées...

De nombreuses célébrités font les frais d’hoax (canulars créés à des fins malveillantes) en tous genres... Ainsi, sont fictivement morts ces dernières années: la Reine Elizabeth II (l’information, annoncée le mercredi 3 juin 2016, par la BBC World et relayée par la chaîne d’info américaine CNN, a rapidement été démentie par Buckingham Palace), Omar Sy (fictivement mort le 2 mars 2016, sur sa page Wikipédia), Johnny Depp (en 2010, CNN encore, avait annoncé son décès brutal suite à un accident de voiture), Jean Dujardin (c’est le journal Le Monde qui a lancé la rumeur, en février 2011, dans un article intitulé «Jean Dujardin s’est éteint»)... Des bourdes médiatiques qui entraînent un emballement délirant sur les réseaux sociaux...

La fausse interview de Fidel Castro par Patrick Poivre d’Arvor - 1991

Le 16 décembre 1991, la chaîne de télévision TF1, annonce une information d’envergure: le leader cubain, Fidel Castro, sera interviewé, en exclusivité, par Patrick Poivre d’Arvor! Événement, audimat... la chaîne s’enflamme! Un mois plus tard, la supercherie sera déjouée: le présentateur assistait à une conférence de presse et s’est fait filmer seul, posant les questions des journalistes alors présents. Supercherie! Plutôt ridicule et peu intéressante, cette fausse interview eut peu d’impact sur le monde journalistique. Elle est pourtant révélatrice des pratiques des médias de masse qui n’hésitent pas à manipuler et fabriquer l’information dans le but d’atteindre un audimat satisfaisant.



L’affaire des couveuses du Koweït - 1990

Une autre polémique autour de la guerre du Golfe repose sur une sordide histoire de bébés koweïtiens qui auraient été enlevés de leurs couveuses et abandonnés, gisants sur le sol, par les occupants irakiens... Basé sur un faux témoignage, recueilli auprès d’une commission du Congrès des États-Unis, le document fit rapidement le tour du monde grâce aux médias. Campagne de désinformation visant à diaboliser le monde arabe, cette polémique, qui s’est avérée être une opération savamment orchestrée par les États-Unis, n’avait pour but que de préparer l’opinion publique à l’invasion occidentale en Irak.



Google et Facebook, unis dans la lutte contre les intox!

Largement pointés du doigt dans la problématique de la circulation d’informations fausses sur la toile, les deux principaux intermédiaires de l’info que sont Google et Facebook ont décidé de s’associer dans la lutte contre la désinformation. Pour ce faire, les sites «fake news», diffusant de la fausse information, ne pourront désormais plus faire de publicités sur lesdites plateformes. Par contre, le référencement de ces sites (sur Google) et leurs publications (sur Facebook) ne seront pas concernés. Les sites de désinformation pourront donc toujours exister et s’afficher sur le Web sans réelles restrictions si ce n’est via la publicité.

“ Répétez un mensonge assez fort et assez longtemps et les gens le croiront. ” Adolf Hitler

Comment vérifier une information recueillie sur le net?

- 1. Vérifier la date de publication:** la base de toute information est la date de publication d'un article, d'une info. Une information de la veille est dé-passée), sortie de son contexte, elle peut devenir dangereuse car dénaturée. Une info périmée est un risque de déformation, de mal-information, de désinformation.
- 2. Vérifier les sources de l'information:** s'assurer de l'authenticité de l'auteur d'un article ainsi que du sérieux du site sur lequel il est postée est la base d'une information de qualité. Combien ont été trompés par des sites parodiques et/ou caustiques tels que Le Gorafi ou encore Nord Presse...
- 3. Vérifier les propos:** s'il y a des doutes, des interrogations sur les informations divulguées, il faut se renseigner, s'informer via d'autres sites d'information sérieux.
- 4. Chercher des thèses contraires:** face à un discours bien défini, une interprétation précise de faits ou encore face à des propos étranges... il faut chercher la critique, la contre-thèse car dans tout fait, dans toute pensée, il y a des visions, des interprétations différentes intéressantes à lire pour pouvoir se forger un avis personnel. Pour ce faire, il faut ajouter un mot clé tel que «hoax» ou «mensonge» au sujet investigué et c'est parti! Attention, à ne pas tomber dans le complotisme. Il faut garder son esprit critique!
- 5. Vérifier l'origine des images:** la véracité des images reste primordiale afin de ne pas tomber dans le piège des canulars. Il arrive que certaines images soient dépassées et détournées de leur contexte ou, qu'inversement, l'image soit la seule information disponible, laissant alors place aux interprétations les plus loufoques.



Les relations sur le web

Julien Lecomte est chargé de communication chez *Université de Paix asbl*. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur les médias. Image de soi, estime personnelle, regard des autres, communication... il revient, pour *Éduquer*, sur les rapports entre individus sur les réseaux sociaux.

Éduquer: Vous proposez régulièrement des conférences portant sur les relations sur le web, pensez-vous que ce soit un aspect de l'éducation aux médias encore trop peu développé?

Julien Lecomte: Cela est difficile à dire, mais par contre, je constate, plus positivement, que c'est un aspect de plus en plus développé. J'ai travaillé notamment en collaboration avec le CSEM sur le thème de la vie privée, de l'intimité et aussi de la socialisation numérique. Il est vrai que pendant longtemps, on s'est occupé de décrypter la presse et la télévision, de décoder leur contenu du point de vue de l'information. Or, ces dernières années, je vois une approche centrée sur la communication se développer et les ressources commencent à abonder à ce niveau-là. L'éducation relationnelle, à la gestion de conflits, existent depuis un certain temps et commencent à se croiser avec le domaine de l'éducation aux médias.

Éduquer: Vous parlez de l'image de soi, et de l'estime de soi dans la communication,

quels sont les enjeux de l'éducation aux médias par rapport à cette question de l'image de soi?

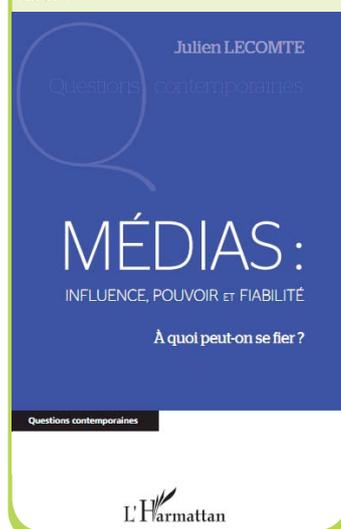
J.L.: À l'Université de Paix, nous travaillons fort sur l'estime de soi, qui part du principe que l'on s'accepte tel que l'on est, en connaissance de ses forces et ses limites. Sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.), il y a une tendance à se présenter sous un angle avantageux, mais avec le risque aussi de se sentir inférieur en comparaison aux autres profils. C'est une relation complexe car l'estime de soi se construit selon notre regard sur les autres, notre propre regard sur nous-mêmes et enfin, via le regard d'autrui sur nous. Ces paramètres sont constitutifs de la façon dont, à tous les âges de la vie, on développe l'estime de soi, et cela peut s'avérer problématique si l'on ne met pas de mots sur les nombreuses relations en miroir qui se déroulent sur le Web. Par exemple, les études de Danah Boyd montrent l'importance accordée par les jeunes aux *Like* sur Facebook comme facteur de valorisation, de bien-être. Parler de ces dynamiques sociales, c'est aussi parfois relativiser leur importance.

Éduquer: Beaucoup d'adultes, de parents, semblent dépassés et parfois inquiets par l'activité importante de leurs enfants sur les réseaux sociaux, quels conseils auriez-vous envie de leur donner?

J.L.: Lors de mes conférences, je rencontre effectivement des parents inquiets par rapport aux usages de leurs enfants. J'essaie toujours de les rassurer en expliquant que la plupart des problématiques relationnelles sont loin d'être inconnues et existaient déjà avant les réseaux sociaux. C'est le cas du harcèlement, des addictions, de la violence ou d'autres dérives...

Si nous prenons le cas des usages excessifs des réseaux sociaux ou des jeux vidéo, ces problèmes ne concerneraient que 1 à 2% des jeunes. De plus, pour déterminer un comportement comme excessif, il est nécessaire de le confronter à d'autres indicateurs, comme l'absence de relations sociales en dehors des réseaux sociaux, le décrochage scolaire, le manque d'appétit... Autant d'éléments qui peuvent alerter le parent sur l'état affectif du jeune, mais qui doivent être mis en relation. Au final, un

Julien Lecomte est auteur de l'ouvrage «*Médias: influence, pouvoir et fiabilité*». Il est aussi coauteur de «*Médias et informations: 40 activités pédagogiques pour le secondaire - avec ACMJ asbl*».





comportement d'addiction sur le web est davantage un symptôme que la cause d'un problème relationnel.

Éduquer: On parle usuellement de fracture numérique pour désigner les inégalités d'accès aux technologies numériques, vous allez plus loin en parlant d'une fracture culturelle, comment la voyez-vous?

J.L.: La chercheuse Indienne Eszter Hargittai parle de double fracture numérique, en soulignant que la fracture entre la population qui maîtrise la technologie numérique et celle qui ne la maîtrise pas est non seulement matérielle et technique, mais aussi sociale et culturelle. On peut avoir toutes les compétences techniques pour créer un profil sur les réseaux sociaux, le paramétrer et utiliser toutes les applications, mais ne pas connaître les codes de communication, les langages, les règles d'usage implicites qui font sens dans les communications qui s'y déroulent. C'est comme cela que l'on peut ne pas comprendre la façon dont les jeunes communiquent sur le Web. Il y a donc une maîtrise technique et une maîtrise d'un certain langage et des règles d'usage qui peuvent nous dépasser. L'utilisation particulière de la ponctuation et des émoticônes illustre bien toutes les nuances du langage sur le Web.

Éduquer: Quels sont, selon vous, les apprentissages, les savoirs encore à développer dans notre manière de communiquer sur les réseaux sociaux?

J.L.: Quand j'observe la manière de communiquer de certains enfants, ou même chez des adultes, je constate des lacunes par rapport à la vérification de l'information. Les flux de communication allant de plus en plus vers l'instantané, on risque parfois de faire l'impasse sur l'évaluation de la fiabilité, sans prendre le temps de situer une information et sa véracité parmi toute la diversité des messages émis sur un même sujet.

Un autre aspect important concerne l'ouverture aux opinions divergentes qui sont exprimées sur la toile, et la manière dont on réagit dans ces débats. Il s'agit là de notre rapport à l'information, et à la façon de se confronter aux opinions ou aux croyances autres. Souvent des désaccords sur des questions de tous types peuvent prendre des tournures conflictuelles, voire haineuses, et qui n'ont au final plus de relation avec le sujet initial. C'est donc la question du «vivre ensemble» qui se pose de la même manière sur le web que dans la vie «en-dehors» des réseaux sociaux en ligne. On peut parler de la capacité à se distancier par rapport à ses propres interprétations, et de pouvoir adopter une posture empathique, sans sur-interpréter les propos des autres.

1. Conseil Supérieur de l'Éducation aux médias.
2. Pour une brève présentation de Dana Boyd, voir notamment l'article d'Alexandre Léchenet «*Danah boyd, anthropologue de la génération numérique*», paru dans *Le Monde en ligne*, le 20.08.2014.

Ces journalistes américains qui n'ont rien vu venir

«Il y a 58 millions d'électeurs pro-Trump et je n'en ai vu aucun», écrivait, au lendemain de l'élection présidentielle, le journaliste américain Matthew Hughes. Le titre de son article est sans doute exagéré mais l'éditorialiste du site «The Next Web» entendait évoquer ainsi la cécité de la presse américaine face au phénomène «Trump».

Bien sûr, ce n'est pas la presse qui fait les sondages, et comme pour le Brexit, ceux-ci se sont trompés mais ils ne sont pas les seuls. Paradoxalement, ce sont peut-être les journalistes étrangers qui ont mieux «senti» ce qui se passait dans l'Amérique profonde. L'envoyé spécial de la RTBF, notamment, a dit ne pas avoir été surpris par les résultats au vu des reportages qu'il avait réalisés dans ces États qui ont largement voté pour les Républicains.

Le paradoxe n'est qu'apparent. Les journalistes étrangers sont venus avec un regard différent de leurs collègues américains. Ils sont allés peut-être davantage sur le terrain et ont pu ressentir l'ampleur des frustrations et de la division de la société américaine. Les médias américains, eux, ont sans doute été victimes de ce qu'on appelle «la bulle filtrante» des réseaux sociaux. Avec eux, les journalistes des grands médias dits «de qualité» vivent sur une planète bien précise qui ne reflète pas l'univers. Une planète d'intellectuels effarés par les discours du candidat républicain.

Nous aussi sommes sur notre planète. Nos amis Facebook reflètent notre point de vue sur la société. Si nous sommes antiracistes, si nous défendons la laïcité et si nous prônons l'égalité des hommes et des femmes, il y a peu de chances pour que nous lisions sur Facebook des commentaires hostiles au droit à l'avortement, par exemple. Facebook fait d'ailleurs tout pour que nous lisions en priorité nos amis les plus proches. Les intellectuels américains comme Matthew Hughes n'ont vu, n'ont lu que des perspectives, des réactions proches des leurs, ce qui pouvait leur donner l'impression que la plupart des Américains pensaient et donc allaient voter comme eux. C'était leur planète. Les militants pro-Trump ont la leur aussi où les discours anti-système, où la haine des hommes politiques foisonne. Ils n'auront jamais lu les articles du New York Times démontrant les mensonges de Trump. Ils sont dans leur zone de confort qui filtre leurs relations avec les autres et avec les médias. Et l'indécis républicain, qui

n'aimait pas Trump au départ, avait sans doute aussi un réseau social qui doutait comme lui mais de là à être confronté aux commentaires des démocrates, la distance était trop grande. Chacun dans sa bulle.

Aux États-Unis, les grandes chaînes télévisées généralistes (NBC, CBC...) ont vu leur audience s'effondrer au cours de ces vingt dernières années au profit de petites chaînes visant un public très précis, les amateurs d'armes, d'informations «people», les télévangélistes. Comme sur Facebook, ces chaînes contribuent à «rétrécir» l'information et à conforter le point de vue des gens qui ne supportent désormais plus celui émanant d'autres «planètes». Au cours de sa campagne, Donald Trump invitait ses électeurs à «lyncher» les journalistes. Il visait bien sûr les médias (majoritaires) qui ne le soutenaient pas mais pas seulement. Des politiques comme Trump confondent information et communication. C'est une confusion qui gagne du terrain, dans tous les milieux. Et c'est inquiétant.

Marie Versele, secteur communication



www.internetalamaison.be

Pour soutenir les parents dans leur réflexion et leur action, l'Union Francophone des Associations de Parents de l'Enseignement Catholique (UFAPEC) et Média Animation se sont associés pour mettre en place une «recherche-action» et réunir des groupes de parents. Grâce à ce projet, ils ont pu échanger à propos de la place prise par les nouvelles technologies dans le cadre familial et réfléchir à leurs pratiques éducatives.

Une publication et un site web reprennent les résultats de ce travail, regroupés autour de dix questions qui traitent du temps passé sur Internet, de ses risques, des réseaux sociaux, des sites pornographiques, des jeux en ligne, etc.

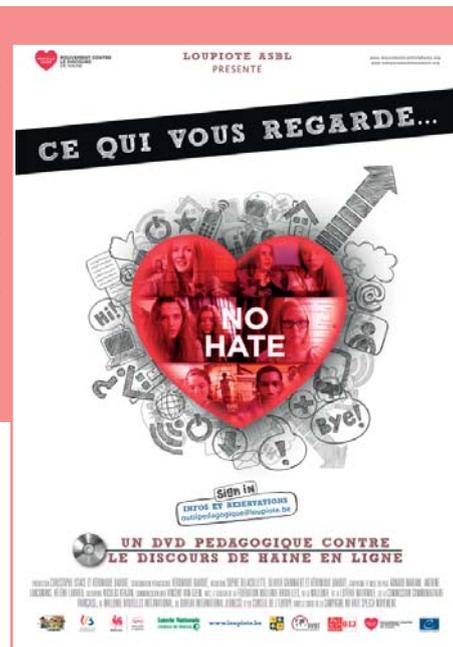


Ce qui vous regarde - No Hate

Élaboré dans le cadre de la campagne européenne *No Hate*, qui lutte contre le cyber-harcèlement, l'outil pédagogique «Ce qui vous regarde» sensibilise aux discours de haine en ligne qui visent de manière violente des personnes ou certaines catégories de personnes sur base de critères discriminants, racistes ou non respectueux des droits de l'homme... L'outil peut être exploré en classe avec un animateur puis pérennisé via les professeurs grâce aux divers supports proposés (ouvrage et DVD).

Plus d'infos:

www.loupiote.be



«Comprendre la publicité - Éducation critique»

L'outil «Comprendre la publicité» comprend deux supports, un DVD et une brochure. Le projet a été mis sur pied par le Conseil supérieur de l'Éducation aux Médias (CSEM) et la Fédération Wallonie-Bruxelles afin d'aborder en classe les mécanismes et les impacts de la publicité, de manière à développer le regard critique des jeunes sur le sujet.

Plus d'infos:

www.educationauxmedias.eu

Quelques outils/modules pédagogiques pour aborder l'éducation aux médias



Les médias en jeux - 80 fiches pour se jouer des médias

Les médias sont omniprésents dans nos vies et nous influencent sans cesse. «Les médias en jeux» est un outil pédagogique composé de 80 fiches d'animations et de 70 jeux qui permettent aux jeunes de mieux comprendre les médias pour mieux les consommer. L'outil a été élaboré par des animateurs familiers au monde des médias et par l'équipe de Média Animation.

Plus d'infos:

www.media-animation.be



«Le Journal de bord 2015»

Le Journal de bord est un outil pédagogique qui permet de guider les élèves, de 10 à 18 ans, dans la découverte de la presse quotidienne. Il se présente sous la forme d'un véritable journal, divisé en rubriques et proposant quelques exercices variés et progressifs.

Plus d'infos:

www.csem.be/outils/brochures/cdr/le_journal_de_bord_2015

www.educaricature.be

Éducaricature est un site Internet éducatif élaboré par Média Animation asbl, dans le cadre d'un projet européen d'éducation aux médias contre les discours de haine (BRICKS). Destiné aux jeunes de 15 à 20 ans, l'outil traite de la question des caricatures dans les médias à partir

de l'angle spécifique de la lutte contre les discriminations. Un outil qui permet de mieux cerner les enjeux de la liberté d'expression dans le champ des médias tout en analysant les spécificités du genre de la caricature.



L'opération «Journalistes en classe»

Lancée et coordonnée par l'Association des Journalistes Professionnels (AJP), l'opération «Journalistes en classe» a pour objectif de permettre à des journalistes professionnels (presse écrite et audiovisuelle) de présenter activement leur métier en classe – à la demande des enseignants – et d'accompagner par leur témoignage les projets d'éducation aux médias. Pour toucher un public le plus large possible, l'opération s'adresse aux classes de 5^e et 6^e primaire ainsi qu'aux étudiants du secondaire et du supérieur, tous réseaux confondus (en partenariat avec l'opération «Ouvrir mon quotidien»).

www.ajp.be/jec/

Journalistes en classe



Vous pouvez inviter un(e) professionnel(le) des médias dans votre classe l'année prochaine. Sans frais. Demandez aussi nos supports pédagogiques.

Association des journalistes professionnels (AJP)
Tél. 02 777 08 60 (de 9h00 à 19h00, sauf le mercredi) - Fax 02 777 08 69 - Courriel : jec@ajp.be

www.jec.be

Une opération proposée aux classes de 5^e et 6^e primaire et de l'enseignement secondaire ou supérieur

Une brève histoire tumultueuse de l'enseignement en Belgique (3/3)

Voici le troisième et dernier article de notre série consacrée à l'histoire de l'enseignement primaire en Belgique¹. Loi Van Humbeeck et première guerre scolaire, Loi Jacobs, Loi Schollaert... et deuxième guerre scolaire avec les lois Harmel et Collard². La lutte fait rage entre libéraux et catholiques!

Souvenons-nous, dans le dernier numéro, nous avons évoqué la Loi Nothomb, «compromis à la belge» entre libéraux et catholiques, et ses conséquences désastreuses sur l'enseignement, qui pousseront quelques esprits éclairés et volontaires à créer la Ligue de l'Enseignement. C'est l'heure des coups bas entre les différents camps...

La Loi de 1879 ou loi Van Humbeeck

Le 11 juin 1878, les libéraux remportent une grande victoire électorale qui leur assure une confortable majorité dans les deux chambres. Le premier chantier auquel s'attache le ministre Pierre Van Humbeeck est l'élaboration d'une nouvelle loi sur l'enseignement primaire pour remplacer la loi de 1842. Ce sera la loi du 1^{er} juillet 1879 dite «loi Van Humbeeck» et qualifiée par Jules Malou, leader des catholiques à la Chambre de «loi de guerre, de division et de malheur».

Dans sa forme définitive, la loi reprenait nombre d'idées défendues par la Ligue: primauté accordée à l'école officielle, laïcisation et neutralité de celle-ci (la religion était retirée du programme et le cler-

gé perdait tout droit d'intervention), non-subsidiation des écoles privées (suppression de «l'adoption» d'écoles libres par les communes là où le besoin s'en faisait sentir, instituée par la loi de 1842), enrichissement du programme, créations des comités scolaires, etc. Mais tous les vœux de la Ligue n'étaient pas rencontrés, puisque ni l'obligation scolaire, ni la gratuité ne figuraient dans la loi.

Cette loi prévoyait que chaque commune devrait posséder au moins une école primaire laïque et neutre, qui ne dispenserait pas de cours de religion. En outre, les instituteurs seraient uniquement choisis parmi les diplômés des écoles normales officielles, dont le cours de religion serait également exclu. Enfin, les provinces et les communes ne pourraient plus subsidier des écoles «libres» (c'est-à-dire catholiques). Le roi Léopold II intervint personnellement pour que les écoles publiques puissent néanmoins accueillir le cours de catéchisme, en dehors des heures de cours, par le prêtre de la paroisse ou par l'instituteur. La loi fut adoptée à la Chambre par 67 voix contre 60 et une abstention et au Sénat par 33 voix contre 30 et une absten-

tion.³ On voit donc qu'elle était loin de faire l'unanimité, même parmi les libéraux...

Elle entraîna la première guerre scolaire d'une violence inouïe où tous les arguments furent bons pour invectiver l'adversaire. Le déferlement d'insultes, de manifestations violentes, d'articles de presse orduriers, de pression morale exercée par le clergé pour empêcher les parents de mettre leurs enfants dans une école «sans Dieu» atteignirent des sommets inimaginables aujourd'hui! La Belgique rompit même ses relations diplomatiques avec le Vatican!

Loi de 1884 ou Loi Jacobs

Le 10 juin 1884, les libéraux, divisés, subissent une sévère défaite aux élections législatives. Les catholiques conquièrent la majorité absolue dans les deux assemblées; ils conserveront cette majorité jusqu'à la première guerre mondiale, malgré l'instauration, en 1893, du suffrage universel tempéré par le vote plural: les gouvernements homogènes catholiques vont donc se succéder au pouvoir sans interruption pendant 30 ans. La Ligue eut ainsi à faire face à une situation totalement défavorable à l'enseignement



Affiche de propagande intitulée "Le Gâteau empoisonné", imprimée à 7000 exemplaires en français et en flamand à l'occasion des élections communales d'octobre 1911. Archives de la Ligue de l'Enseignement. On reconnaîtra Schollaert sous les traits du pâtissier verdâtre.

public. En effet, les premières mesures prises par le gouvernement Malou sont de supprimer le poste de Ministre de l'Instruction publique créé par le gouvernement précédent et de remplacer la loi Van Humbeeck par la loi Jacobs, entraînant une nouvelle cléricalisation de l'enseignement.

Cette loi permettait aux communes de supprimer les écoles officielles primaires, maternelles et d'adultes, d'adopter les écoles «paroissiales» créées depuis 1879, de rétablir éventuellement la religion au programme; elle retirait de ce dernier les sciences naturelles, une branche jugée dangereuse pour la foi car elle pouvait remettre en cause l'interprétation littérale de l'Ancien Testament; elle supprimait aussi plusieurs écoles normales de l'État et offrait aux diplômés des écoles normales catholiques la possibilité d'être engagés dans l'enseignement officiel.

Les conséquences furent désastreuses car les effets ne se firent pas attendre: des centaines d'écoles communales furent fermées; d'autres, restées officiellement communales, furent confessionnalisées; de nombreux ins-

tituteurs des écoles publiques perdirent leur emploi au profit de ceux sortis des écoles normales catholiques. La Ligue se mobilisa pour leur venir en aide car à l'époque il n'existait évidemment pas de chômage ou de mise en disponibilité subsidiée...

Projet de loi du Bon scolaire (Schollaert)

En 1911, François Schollaert, catholique et chef de cabinet et ministre des Sciences et des Arts dépose un projet de loi dit du «Bon scolaire» qui vise à étendre encore les subventions aux écoles primaires catholiques en créant, pour tous les établissements, tant officiels que libres, un système de financement proportionnel au nombre d'élèves: pour ce faire, chaque père de famille recevrait, par enfant en âge de scolarité (de 6 à 14 ans) un bon à remettre à l'école de son choix; les écoles seraient désormais subsidiées par les pouvoirs publics au prorata du nombre de bons en leur possession. La Ligue de l'Enseignement s'oppose fermement à ce projet: elle y voit la main du clergé qui par ce système et par voie de chantage à l'excommunication ou à la suppression des der-

niers sacrements (ce qui s'était déjà fait précédemment sous la loi Van Humbeeck) forcera les parents à mettre leurs enfants dans les écoles catholiques. Le projet sera abandonné sous la pression et les manifestations et le gouvernement devra démissionner⁴.

Obligation scolaire

Un des combats emblématique pour l'enseignement fut celui pour l'obligation scolaire. La Ligue en avait fait une de ses priorités mais la loi de 1879 ne satisfait pas cette revendication pour des raisons diverses liées surtout à l'aile droite du parti libéral qui y voyait un danger: celui d'éveiller les classes populaires.

Il fallut attendre 1914 pour que, par une dérision de l'histoire, ce soit sous un gouvernement catholique présidé par Charles Broqueville, que la loi sur l'obligation scolaire soit votée... Elle ne fut appliquée qu'en 1920 étant donné les événements.

Les lois Harmel et Collard

Entre 1950 et 1954, le PSC (Parti Social Chrétien - catholique) est seul au pouvoir et ambitionne de prévoir des crédits pour subventionner l'enseignement moyen libre. Il estime en effet que les enfants doivent avoir la possibilité de suivre un enseignement qui correspond

aux convictions religieuses de leurs parents sans que ceux-ci ne soient astreints à des sacrifices pécuniaires.

Pierre Harmel, alors ministre de l'Instruction publique, fait voter en décembre 1952 une série de lois qui prévoient, entre autres: le versement à l'enseignement libre, d'un subside de 8.000 francs par élève et l'égalisation du minerval dans les deux réseaux. L'opposition socialiste-libérale réagit fortement car le soutien financier accordé ne peut se justifier puisque les écoles officielles accueillent les croyants et les non-croyants. Aux élections de 1954, le PSC perd sa majorité et est rejeté dans l'opposition au profit des socialistes et des libéraux. Malgré les problèmes financiers aigus de l'enseignement libre, le nouveau ministre de l'Instruction publique, le socialiste Léo Collard bloque les subsides au budget et pratique des coupes sombres dans les subventions accordées par l'État à l'enseignement catholique; il licencie un grand nombre de professeurs intérimaires catholiques. Cette «Loi Collard» de 1955 déclenche une nouvelle «guerre scolaire»; les sociaux-chrétiens, épaulés par les évêques, constituent un «Comité pour la défense des libertés démocratiques» et, dans la foulée, organisent des grèves dans les écoles et des manifestations de masse dans les rues du

pays. Bruxelles est littéralement placée en état de siège.

Le Pacte scolaire de 1958

Les socialistes perdent les élections de 1958 et un gouvernement bipartite, comprenant les sociaux- chrétiens et les libéraux, accède au pouvoir sous la direction de Gaston Eyskens. Afin d'éviter une législation de représailles qui balisa l'enseignement depuis la création de la Belgique, les partis entreprennent d'établir un accord. Le 6 novembre 1958, un Pacte scolaire règle le problème en donnant satisfaction aux 2 parties. Il prévoit que l'État apporte une aide effective à toutes les formes reconnues d'enseignement, la gratuité de la scolarité aux niveaux gardien, primaire et secondaire dans les institutions de l'État et dans celles qu'il subventionne (notamment l'enseignement libre); le contrôle des subventions accordées est assuré par une «Commission du Pacte scolaire». Il institue la liberté du père de famille de pouvoir choisir l'école de son choix ce qui entraîne la construction de nombreuses écoles par l'État. Il reconnaît le libre choix entre la morale et la religion. Pour respecter ce choix, le Pacte instaure dans les écoles officielles, 2 heures obligatoires par semaine de religion ou de morale non confessionnelle. La Commission veille à la bonne application du Pacte. Le Pacte sera mis en application par la loi du 29 mai 1959.

Fin des hostilités?

Le pays semble désormais débarrassé d'une querelle qui aura duré plus d'un siècle. La hache de guerre a-t-elle été enterrée pour autant? Non, bien sûr! Après s'être querellés pendant des décennies entre croyants et laïques, les Belges vont donner au problème scolaire une tournure linguistique mais cela, c'est une autre histoire... Et tout le monde n'est pas satisfait: en

effet, les tenants de la sécularisation de l'enseignement, dont la Ligue de l'Enseignement, estiment qu'ils ont été dupés par certaines dispositions du Pacte. De plus, ce pacte a été négocié sans la participation du Parlement, des groupes de pression et sans la Ligue de l'Enseignement⁵. La Ligue a défendu et défend toujours la primauté absolue de l'enseignement public sur l'enseignement privé, partant du principe «l'argent public pour les écoles publiques, l'argent privé pour les écoles privées». Les revendications de l'enseignement libre que la Ligue considère comme un enseignement privé vont à l'encontre de ce que défend cette dernière et ne peuvent être rencontrées que dans un réseau unique. C'était le combat de la Ligue, c'est toujours son combat.

1. Cette série de textes est issue d'une conférence de Roland Perceval ayant eu lieu le 13 octobre 2015 auprès de la Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente de Liège.
2. «Alexis Sluys et son époque», Ouvrage collectif sous la direction de René Robbrecht, Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente, Bruxelles 2014.
3. Chambre des Représentants et Sénat – Séances des 6 juin 1879 et 18 juin 1879.
4. Roger Desmed in «La défense de l'École publique avant 1914», La Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente, Bruxelles 1986.
5. René Robbrecht, Revue «Éduquer» n°63, p.18 - Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente, juin 2008.



Jogging ou racines carrées?

«Pour ou contre la calculatrice en cours de sciences et de mathématiques?»

Cette question ressort régulièrement en période d'examens. Ici, on critique un professeur de chimie qui interdit la calculatrice; ailleurs, on proteste contre une école qui exige un modèle perfectionné de machine que les élèves peuvent utiliser à tout moment. Les enseignants se rendent alors compte que les élèves l'utilisent pour calculer 4×8 , et perdent l'habitude du calcul autonome, mental ou posé¹.

Dans quelle mesure l'utilisation massive d'un objet commode diminue-t-il l'aptitude qu'il remplace chez l'homme? Faut-il le déplorer? Ce débat n'est pas nouveau, mais je propose de prendre le temps de réfléchir à cet exemple précis: le déclin du calcul autonome.

Pour ou contre?

La question de la calculatrice à l'école laisse rarement indifférent. S'il ne fait aucun doute que la baisse de performance en calcul mental et posé, depuis quelques dizaines d'années, découle de l'usage généralisé de la calculatrice, souvent dès le primaire, un professeur de sciences peut adopter au moins deux attitudes possibles.

Pour les «modernes», le cours de sciences a pour but l'apprentissage du raisonnement, et non pas du calcul; de la démarche scientifique, et non de la technicité calculatoire. Par conséquent, autant faire faire aux élèves ou

étudiants les calculs sur une machine, qui, de toute façon, sera toujours à portée de main tout au long de la vie. Pourquoi favoriser le calcul autonome, désormais inutile?

Pour d'autres au contraire (les «anciens»), l'aisance avec le calcul autonome fait partie des missions des cours basique de mathématiques et de sciences (primaire et secondaire). La calculatrice est donc un objet plutôt inutile, voire dangereux dans l'apprentissage scientifique. D'abord parce qu'elle est généralement plus lente que le calcul autonome pour les petites opérations (on n'a pas toujours sous la main sa calculatrice, ou son GSM; il faut l'allumer, taper), ensuite parce qu'elle engendre également des erreurs (fautes de frappe, problème d'unités, de parenthèses; dans certains cas particuliers, elle donne même des résultats faux), et surtout, parce que l'usage de la calculatrice tue systématiquement l'esprit critique

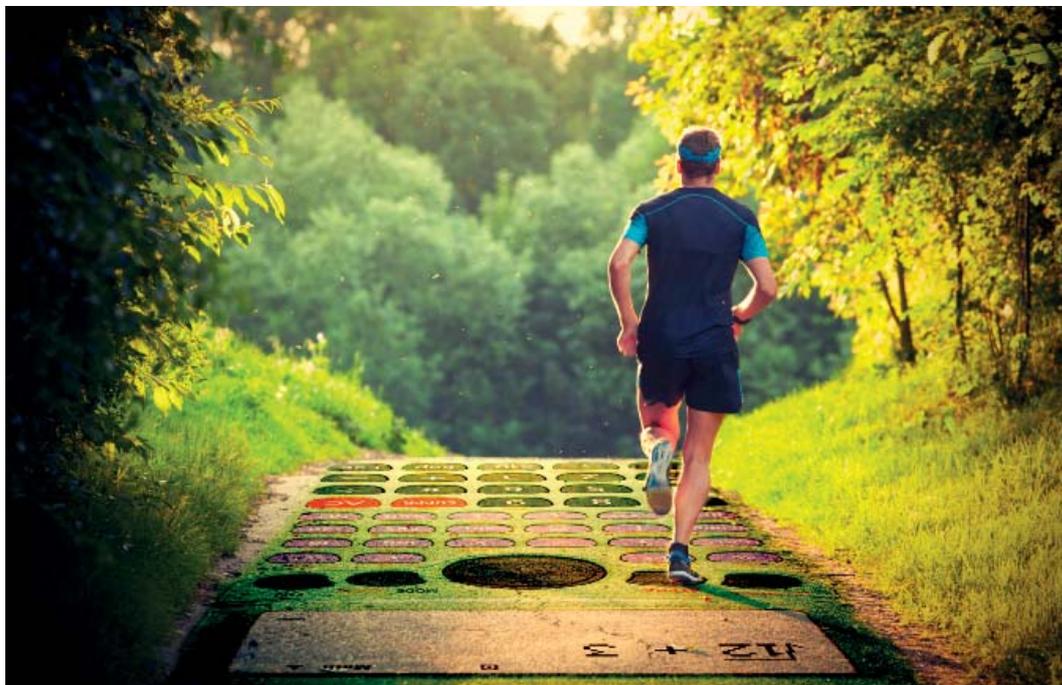
face aux nombres et aux ordres de grandeur².

Augmenté ou diminué?

La calculatrice diminue les capacités de calcul mental, mais tout le monde a accès à une calculatrice (ne serait-ce que sur son GSM). Doit-on s'alarmer ou se réjouir?

Pour les «modernes», la calculatrice, toujours présente et peu onéreuse, nous remplace dans une tâche peu noble, nous dégageant du temps et de l'énergie mentale pour d'autres activités plus intéressantes. La calculatrice fait partie de tous ces objets qui «augmentent» l'humain, comme la machine à laver ou le GPS.

Pour les «anciens», au contraire, nous devenons de plus en plus dépendants de ces objets-béquilles, et nous perdons nos facultés proprement humaines, donc nous perdons en autonomie: nous serions au contraire «diminués» par la technique.



Diminution ou augmentation? Cette question très générale dépasse largement le cadre de l'exemple du calcul autonome. Sans chercher de réponse définitive, on peut réfléchir et faire réfléchir à l'objet et à son usage. On peut par exemple proposer une utilisation raisonnée de la calculatrice, en ne la prenant qu'en vérification du calcul autonome. Ou, à l'inverse, vérifier systématiquement les résultats de la calculatrice au moyen du calcul autonome. Ou encore, commencer par distinguer les cas où la calculatrice est vraiment nécessaire: de même qu'on ne prend pas sa voiture pour chercher le pain au bout de la rue, on n'a pas besoin de calculatrice pour faire 30×80 . On peut enfin montrer aux étudiants, sur quelques exemples simples, que la calculatrice ne donne pas toujours le bon résultat et que le sens critique doit rester éveillé. Apprendre aux étudiants qu'il faut réfléchir aux nombres que l'on trouve, que l'on lit, que l'on entend: voilà pour moi une des missions principales du cours de mathématiques.

Éthique de l'effort

En comparaison de l'usage automatique de la calculatrice, ces dernières démarches nécessitent un certain effort. Or, promouvoir l'effort n'est pas dans l'air du temps, qui va plutôt vers la récolte des fruits de la technique, laquelle en principe nous soulage de la plupart des aspects pénibles de la vie. Un éloge de l'effort peut donc vite sonner comme celui de la douleur, de la frustration. Or, il faut rappeler que l'effort n'est pas du tout la douleur ni la frustration, mais plutôt une dépense physique ou mentale vers un but, vers un progrès. Ou encore l'action de *dépasser la frustration pour parvenir à une certaine maîtrise*.

Dans *Contact*, M Crawford écrit ainsi: «*Lorsque nous devenons compétents dans tel ou tel domaine, les caractéristiques même du réel qui étaient au départ des sources de frustration deviennent des éléments d'un moi qui étend son territoire, de même qu'un enfant conquiert la maîtrise de son propre corps et parvient à l'habiter confortablement. Il s'agit là d'un sentiment extrêmement gratifiant.*»³

La frustration initiale laisse place à la joie du progrès par l'action, joie qui reste, me semble-t-il, le moteur principal d'un apprentissage efficace. Pour Spinoza, la joie, c'est même exactement cela: «*l'augmentation de la puissance d'exister, au moyen d'une compréhension rationnelle de soi et des autres corps.*»⁴ Pensons par exemple à l'effort menant au plaisir de la maîtrise d'un nouvel outil ou d'un instrument de musique; mais aussi, pour reprendre notre exemple, l'aisance en calcul mental ou posé: un plaisir peu connu mais réel, une clé de compréhension du monde, un peu comparable à l'apprentissage d'une langue.

Or l'objet technique, qui nous empêche de fournir un effort (il est là pour ça!), nous prive de la possibilité d'atteindre ce plaisir. C'est un des prix à payer lorsqu'on utilise ce genre d'objets, à côté des bénéfices facilement visibles. Finalement, l'avantage de l'objet (il nous épargne un effort) est en même temps un désavantage (il nous prive du plaisir de la maîtrise par l'effort). Cette

ambivalence de la technique découle directement de notre ambivalence face à l'effort, tantôt vu comme pénible et à éviter, ou au contraire porteur de joie puisqu'il «augmente notre puissance d'exister».

Certes, dans nos sociétés complexes, il est impossible de vouloir tout apprendre, plomberie, maçonnerie, sculpture, chinois, calcul mental! Nous devons utiliser des objets pour nous aider dans de nombreuses tâches dans lesquelles nous ne sommes pas compétents. Mais cela n'empêche pas de réfléchir à la direction dans laquelle on emmène les générations suivantes. Ni de se demander si, certaines capacités vraiment basiques disparaissant, des problèmes ne vont pas apparaître.

Muscu ou sudoku?

À quoi peut ressembler une humanité incapable de calculer 45×55 ? Ce n'est peut-être pas si alarmant. Après tout, presque personne ne sait chasser à l'arc, ni ferrer un cheval, et la disparition de ces talents n'inquiète presque personne. En revanche, on ne peut pas totalement exclure que la perte du calcul mental (encore une fois, il ne s'agit que d'un exemple parmi des centaines) ait des conséquences sur nos aptitudes cognitives.

L'histoire montre en effet que la disparition de certaines capacités dues à l'utilisation massive d'un objet technique peut avoir des conséquences fâcheuses sur la santé. Un exemple frappant est l'irruption des transports à bas coût depuis quelques dizaines d'années, qui ont assez rapidement rendu une partie des Terriens incapables d'envisager un trajet à pied de dix kilomètres sans angoisse, à qui les médecins prescrivent des efforts physiques pour éviter toutes sortes de maladies cardio-vasculaires et articulaires.

De même que la voiture fait fondre nos muscles et bouche nos artères, la calculatrice nous atrophie-t-elle une partie du cerveau? Si oui, prescrira-t-on bientôt des séances de calcul mental? Pourquoi pas. Nous y sommes presque, puisqu'on conseille aux personnes âgées des mots croisés et du sudoku pour retarder la dégénérescence cérébrale.

Où est la modernité?

Calculer ses impôts à la main, vérifier une fiche de salaire de tête, voilà des comportements généralement perçus comme charmants mais passésistes. Je parierais au contraire qu'il s'agit d'actes avant-coureurs d'une nouvelle modernité: de même

qu'il est dans l'air du temps d'emprunter les escaliers plutôt que de prendre l'ascenseur, faire ses comptes avec un papier et un crayon sera peut-être bientôt *tendance* pour qui veut prendre soin de ses capacités cérébrales. De même qu'il existe des clubs de jogging et de natation, à quand des stages de calcul de racines carrées et de trigonométrie?

1. Le calcul mental se fait de tête, sans support matériel, le calcul posé en posant les opérations sur du papier. J'appelle «calcul autonome» ces deux façons de calculer sans machine.
2. Voici par exemple un dialogue avec un de mes étudiants: «Je trouve que la vitesse du TGV est de 4 333 333 km/h. - Ah bon? Tu es sûr? - Oui, c'est le résultat donné par la calculatrice.»
3. M Crawford, *Contact* (traduction française), La Découverte, Paris, 2015, p. 75.
4. Référence plus abordable que la lecture directe de Spinoza: <http://spinozaetnous.org/wiki/Conatus>
5. Un autre exemple classique étudié par des scientifiques: la perte de sens de l'orientation suite à l'usage massif du GPS.

Un des plus beaux musées scientifiques de Bruxelles: Le Planétarium

Le Planétarium de Bruxelles, l'un des plus importants d'Europe, est un superbe lieu pour une belle sortie en famille.

Sous le dôme hémisphérique de 23 mètres, situé près de l'Atomium au Heysel, des films sont projetés par un ensemble de caméras de haute technologie. Immergés dans le film, les visiteurs peuvent voyager parmi les planètes, se promener dans les anneaux de Saturne, tout savoir sur les météorites circulant dans le système Solaire... Succès garanti pour petits et grands: un bel exemple de vulgarisation scientifique réussie.

www.brussel museums.be/fr/musee/102-plan-etarium-de-bruxelles

